



# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2022

## TABLE DES MATIERES

<b>I. LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2022</b>	<b>4</b>
A. Le contexte national.....	4
B. La situation départementale.....	6
1) <u>La situation financière départementale à l'aune de 2022</u> .....	6
a. Eléments contextuels généraux .....	6
b. Eléments contextuels liés à la crise sanitaire.....	7
c. Elément contextuels liés aux intempéries .....	7
2) <u>Les hypothèses tendanciennes d'évolution des principales recettes du Département</u> .....	7
a. La fiscalité locale .....	7
b. La fiscalité transférée .....	9
c. Les dotations, subventions et participations .....	11
C. Les politiques départementales .....	14
1) <u>Soutenir et accompagner tous ceux qui en ont besoin</u> .....	14
a. Economie : soutenir l'activité et l'emploi .....	15
b. Faire du logement une priorité .....	16
c. Un soutien aux parents et enfants de la naissance à l'adolescence .....	16
d. Accompagner les choix de vie des personnes âgées et favoriser l'inclusion des personnes handicapées.....	20
e. Mener une politique d'insertion au service de l'emploi.....	22
f. Favoriser la réussite de tous les jeunes .....	23
g. Garantir l'égalité femmes / hommes .....	27
2) <u>Protéger notre santé et notre qualité de vie</u> .....	27
a. Une agriculture durable pour une alimentation de qualité .....	27
b. Réussir la transition écologique .....	29
c. Construire une destination touristique d'exception.....	31
d. Aménager les territoires aux côtés des communes.....	33
e. La culture et le sport pour tous.....	34
f. Agir pour mieux lutter contre les risques.....	38
3) <u>Relier les personnes et les territoires</u> .....	39
a. Soutenir une vie associative de proximité .....	39
b. Mieux circuler et se déplacer .....	40

c. THD et la téléphonie partout et pour tous.....	42
d. Garantir et simplifier des services de proximité .....	42
D. Programmation pluriannuelle d'investissement.....	45
<b>II. LA DETTE DEPARTEMENTALE</b>	<b>50</b>
<b>III. LES GRANDS EQUILIBRES</b>	<b>52</b>
<b>IV. LES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>55</b>
A. Le Rifseep .....	55
B. Le Temps de Travail.....	56
1) <u>Evolutions des principales masses financières</u> .....	56
2) <u>La structure de l'effectif au 31/12/2020</u> .....	59
3) <u>La durée effective du travail</u> .....	63
<b>V. CONCLUSION</b>	<b>65</b>

## I. LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2022

### A. Le contexte national

Avec une récession de l'économie nationale en 2020 (-7.9 % du PIB ; déficit public s'établissant à 212 Md€, soit 9.2 % du PIB ; dette publique s'établissant à 2 650 Md€ en augmentation de 270,6 Md€), les collectivités locales ont enregistré, quant à elle, un besoin de financement de - 0,5 Md€ après avoir été, durant les cinq années précédentes, en situation de capacité de financement.

Dans ces conditions, les finances locales des collectivités locales ont bien été fragilisées en 2020 avec la crise du Covid-19.

Pour autant, elles l'ont été dans une proportion moindre qu'initialement annoncé. Et toutes les collectivités locales n'ont pas subi cette fragilisation de la même manière : ainsi les régions et les collectivités territoriales uniques ont été en situation de besoin de financement de -2,3 Md€ alors que les départements étaient quasiment en situation d'équilibre (-0,1 Md€) et le bloc communal en situation de capacité de financement de 2 Md€.

L'année 2021 devrait traduire une reprise économique avec une croissance du PIB estimée à 6 %, et l'activité reviendrait ainsi à son niveau d'avant crise dès la fin de l'année 2021, dont les collectivités territoriales profiteraient également. S'agissant de l'inflation (hors tabac), l'évolution prise en compte par l'Etat est estimée à 1,5%.

Dans son cinquième baromètre de l'impact de la crise du Covid-19 sur les finances locales du 30/06/2021, M. Jean-René CAZENEUVE, Président de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation de l'Assemblée Nationale chargé par le 1er Ministre d'une mission sur les finances locales, prédit « un rebond significatif pour les finances des collectivités territoriales, permettant d'anticiper pour 2021, un niveau de recettes fiscales en augmentation par rapport à 2019 ». Il pourrait en être de même en 2022.

La projection annoncée telle qu'évoquée dans ce rapport s'établirait à +2,3 % en 2021 pour l'ensemble des Recettes Réelles de Fonctionnement (RRF) des collectivités par rapport à 2020 (et +3,1 % pour les départements) en se basant notamment sur une augmentation très nette des recettes des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) ; ces dernières devant augmenter de l'ordre de 11 % sur l'année 2021 pour l'ensemble des collectivités.

Eu égard à cette prévision d'augmentation des recettes DMTO dont l'envolée est un fait réel au 1er semestre 2021 (+28,5 % par rapport au 1er semestre 2020), se pose la question de la mise en réserve d'une partie des recettes DMTO via le fonds national de péréquation ou bien via la création d'un fonds de garantie.



En complément de la hausse des DMTO, les recettes liées à la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) sont attendues avec une augmentation de 1,4 % en 2021, après la forte baisse de 2020.

Ces prévisions de recettes à la hausse sont amoindries par une diminution de la recette liée la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises CVAE (de l'ordre de -1,1 % en 2021 et de -2% à -6% en 2022).

Dans ce contexte, le projet de loi de Finances (PLF) 2022 du 22/09/2021, moins dense en dispositions que les projets de loi de finances des années précédentes, ne prévoit pas pour les collectivités de changements majeurs.

A grands traits, ce PLF 2022 traduit :

Une stabilité des dotations de fonctionnement et d'investissement aux collectivités locales.

- La DGF sera stable à 26,786 Md€ en 2022 (contre 26,788 Md€ en 2021, soit -0,01%) au profit des collectivités bénéficiant des Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) et Dotation de Solidarité Rurale (DSR) qui augmenteront chacune de 95 M€, mais aussi des départements qui voient leur dotation de péréquation augmenter de 10 M€.
- Une augmentation de 276 M€ de crédits de paiement en 2022 au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL).
- Une dotation exceptionnelle de 500 M€ de DSIL dans le cadre du Plan de relance.

Une progression des concours financiers de l'Etat de 525 M€ par rapport à loi de finances pour 2021 en raison du dynamisme des recettes fiscales nationales (fraction de TVA versée aux départements).

A périmètre constant, la DGF apparaît comme stable. Mais, compte tenu de l'évolution des prix hors tabac estimée à 1,5 % pour 2022, cela signifie que le pouvoir d'achat de la DGF poursuit sa dégradation.

S'agissant de la Dotation de Soutien à l'Investissement des Départements (DSID), l'article 45 de la PLF pour 2022 propose une réforme des modalités d'attribution en la confiant intégralement aux Préfets de région sous forme de subventions d'investissement dans les domaines estimés prioritaires au niveau local. La part de péréquation, qui était attribuée directement aux départements en fonction de leur potentiel fiscal (87 départements bénéficiaient de cette enveloppe de 48,7 M€ pour un montant moyen de 1,1 € par habitant), est supprimée, et les crédits de cette part, dont le mode de détermination est conservé, sont ajoutés aux crédits de la première part pour former une enveloppe régionale unique.

## B. La situation départementale

### 1) La situation financière départementale à l'aune de 2022

#### a. **Éléments contextuels généraux**

A la fin de l'exercice 2019, le Conseil départemental du Gard se félicitait d'avoir pu, au cours des cinq années précédentes, améliorer sensiblement sa situation financière, tout en regrettant toutefois, d'une part, la baisse des dotations de l'Etat de manière générale et, d'autre part, la progression dynamique des dépenses sociales sans que celles-ci n'aient été compensées à due concurrence par l'Etat (AIS et MNA).

Le Conseil départemental peut ainsi se féliciter d'être parvenu, au prix d'efforts soutenus, pour les années 2018 et 2019, alors même que les dépenses sociales ont connu une augmentation (notamment du RSA et des MNA) à contenir ses Dépenses Réelles de Fonctionnement (DRF) lui permettant de ne pas dépasser le ratio d'évolution des DRF de 1,2 %, et ainsi éviter les sanctions prévues par la Loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation pour les finances publiques 2018-2020.

L'impact budgétaire de la crise sanitaire, anticipé tout au long de l'année 2020 par le Conseil départemental du Gard, a été relativement absorbé et les équilibres globaux n'ont pas été bouleversés.

La maîtrise d'une partie de ses charges de gestion, associée à une dynamique imprévue de ses recettes (du fait de la crise, notamment en ce qui concerne celles liées aux DMTO), a permis au Conseil départemental de maintenir, voire d'améliorer, sa capacité d'autofinancement.

Dans ces conditions, avec un montant de 111,2 M€ au compte administratif 2020, le compte de résultat de la section de fonctionnement a été largement positif. Par ailleurs, avec 110 M€ de dépenses réelles d'investissement (DRI) hors remboursement de la dette, le Conseil départemental a pu continuer de maintenir une politique d'investissement conséquente tout en améliorant sa capacité de désendettement

En 2021, la Collectivité a maintenu ses efforts en vue de poursuivre une amélioration de la situation financière départementale tout en préservant ses actions en faveur des domaines de l'action sociale, de l'éducation, des infrastructures et des réseaux, de la culture, du sport et de la jeunesse ; etc...

En fonctionnement, sont attendus en dépenses un niveau stable de dépenses sociales liées au RSA entre 2020 et 2021, et en recettes, un niveau de recettes DMTO toujours conséquent, ce qui devrait permettre de disposer, cette année encore, d'un résultat positif.

En investissement, malgré une politique d'investissement toujours ambitieuse, un remboursement intégral de l'avance DMTO perçue en 2020 (10,4 M€), et un apurement du compte 1069 (15,9 M€) en vue du passage futur à la nomenclature M57 (en lieu et place de la nomenclature M52), le Conseil départemental devrait parvenir à se désendetter.

Il est à craindre toutefois que l'exercice 2022 soit plus compliqué en raison d'une éventuelle diminution de ses recettes de fonctionnement (notamment celles liées aux DMTO difficilement estimables en raison de la volatilité du marché immobilier et de celles liées à la CVAE) ; et d'une augmentation de certaines dépenses obligatoires, notamment dans le domaine social.

#### **b. Eléments contextuels liés à la crise sanitaire**

En 2020, les dépenses générées spécifiquement par la crise sanitaire ont représenté un volume de 4,6 M€ au total.

En 2021, le Conseil départemental a participé à l'abondement de deux fonds en faveur du tissu économique local afin d'amoindrir les effets de la crise sanitaire aux côtés de la Région Occitanie : Fonds de Soutien National volet 2 et Fonds l'Occal.

#### **c. Elément contextuels liés aux intempéries**

Le Conseil départemental a dû également tenir compte en 2020 et 2021 des conséquences des intempéries issues de l'épisode cévenol qui a durement frappé son territoire lors du week-end des 19 et 20 septembre 2020 et du gel survenu durant les nuits des 7 et 8 avril 2021 et des nouveaux épisodes cévenols de l'automne 2021.

En effet, face à la répétition de ces événements climatiques et à l'ampleur des dégâts causés, la collectivité départementale se doit de jouer pleinement son rôle de soutien et de solidarité territoriale tant vis-à-vis des communes et EPCI les plus touchés qu'en faveur des agriculteurs sinistrés, en plus de ses propres interventions à réaliser avec des travaux de remise en état des infrastructures routières.

Dans ces conditions, le Conseil départemental du Gard entend, pour l'avenir, prévoir dès le budget primitif 2022, une enveloppe globale sur l'ensemble de la mandature afin de venir en aide aux personnes sinistrées et d'assurer la réalisation des travaux nécessaires.

### **2) Les hypothèses tendanciennes d'évolution des principales recettes du Département**

Dans le détail, les principales mesures sont les suivantes :

#### **a. La fiscalité locale**

Les principales recettes de cette fiscalité sont reprises ci-après :

➤ La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) et le fonds CVAE

En ce qui concerne la CVAE, qui est une contribution dynamique, le décalage temporel entre l'encaissement et le versement du produit de la CVAE, génère une évolution dans des proportions comparables à celles de la croissance économique. En 2020, du fait de la crise, le solde de CVAE s'est révélé négatif de 242 M€ contre un solde positif de + 642 M€ en 2019.

Ainsi, du fait de la crise sanitaire déclenchée en mars 2020 (chute de la consommation ; fermetures d'entreprises), l'Etat a perçu en 2021 un moindre produit de CVAE (simulation nationale 2021 : 9,62 Md€ contre 19,52 Md€ en 2020). Dans ces conditions, le montant de CVAE reversé par l'Etat aux départements en 2022 sera impacté par cette baisse conjoncturelle. Selon les hypothèses présentées au cinquième baromètre de l'impact de la crise du Covid-19 sur les finances locales du 30/06/2021, la baisse de CVAE en 2022 pourrait être comprise entre -2% et -6%. D'autres experts, comme Christian ESCALLIER, directeur général du Cabinet Mickael Klopfer (CMK), estiment que la chute pourrait être comprise entre -10% et -12%

En conséquence, le montant de CVAE 2022 pourrait intégrer de manière prudentielle une baisse de 10 %, ce qui représenterait au budget primitif 2022 une inscription de crédits d'un montant de 26 413 630 €.

S'agissant du fonds CVAE, le Conseil départemental du Gard devrait conserver son éligibilité à ce fonds sans pour autant être contributeur dans la mesure où il s'adresse aux départements les plus paupérisés.

Dans ces conditions, il est proposé de maintenir au budget primitif 2022 les sommes perçues en 2021 :

	2021	2022 *
Fonds CVAE	1 919 353 €	1 919 353 €

\*estimation

➤ L'Imposition Forfaitaire des Entreprises de Réseau (IFER)

Il est proposé d'inscrire au budget primitif 2022 le montant des crédits inscrits pour 2021 majoré de 1,5 % conformément aux hypothèses présentées au cinquième baromètre de l'impact de la crise du Covid-19 sur les finances locales du 30/06/2021, à savoir 2 323 578 €.

➤ Le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)

Le Fonds national de garantie individuelle des ressources est destiné à assurer la stricte neutralité financière de la réforme de la taxe professionnelle. Son montant versé est donc identique chaque année pour cet impôt (17,7 M€ pour le Conseil départemental du Gard).

**b. La fiscalité transférée**

Les principales recettes de cette fiscalité sont reprises ci-après :

➤ Les Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) et le fonds DMTO

Les DMTO constituent une ressource importante pour le Département, mais cette ressource est difficile à estimer compte tenu de la volatilité du marché immobilier. En effet, le montant des DMTO est lié directement à l'évolution du nombre de transactions immobilières et des prix de l'immobilier. Il peut donc varier fortement d'une année sur l'autre.

Les recettes sur les dernières années (données issues des comptes administratifs) ont ainsi fortement varié et ont continué à augmenter jusqu'en 2021.

En 2021, il a été estimé dans le cadre de la décision modificative n°2 un montant minimum de recettes DMTO à 140 M€. Il s'agissait là d'une estimation prudente au regard des fluctuations du marché immobilier.

A fin septembre 2021, le montant des recettes encaissées est d'un montant approchant les 132 M€. Le réalisé 2021 pourrait donc au final être supérieur à 140 M€ pour approcher les 150 M€.

Au PLF 2022, il est prévu une augmentation de ces recettes DMTO de 17%.

Pour autant, il est proposé de porter au budget primitif une inscription de crédits prudentielle tout en tenant compte de la croissance de cette recette constatée depuis quelques années.

Dans ces conditions, il pourrait être inscrit au budget primitif 2022 une prévision de recette égale aux crédits inscrits en 2021, à savoir 140 M€, ce montant pouvant toutefois être ajusté en fonction de la réalité des recettes effectivement encaissées en 2021 lors de l'élaboration du budget primitif 2022.

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021*	2022*
<b>DMTO (7321)</b>	71 M€	78 M€	94 M€	95 M€	117 M€	120 M€	134 M€	136 M€	150 M€	140 M€

\* Estimations (Orientations BP pour 2022, CA estimé pour 2021) et CA pour les exercices précédents

S'agissant du fonds DMTO, compte tenu du dynamisme des DMTO 2021 au-dessus mentionné, le Conseil départemental du Gard pourrait passer potentiellement au-dessus du seuil de 100 % de la moyenne des DMTO par habitant, ce qui lui ferait d'une part augmenter sa contribution de l'ordre de +5,5 M€ et d'autre part, de risquer de perdre son éligibilité au titre de la première enveloppe, ce qui représenterait un manque à gagner de 4,6 M€.

	2021	2022 *
Contribution	13 877 528 €	19 500 000 €
Reversement	17 461 470 €	12 861 000 €

\* Estimation

➤ La Taxe Spéciale sur les Contrats d'Assurance (TSCA)

Il est proposé d'inscrire au budget primitif 2022 le montant des crédits inscrits pour 2021 majoré de 5 % conformément aux hypothèses de revalorisation émanant de l'ADF pour 2022, à savoir 115 696 350 €.

➤ La Taxe d'Aménagement

Il est proposé d'inscrire au budget primitif 2022 le montant des crédits inscrits pour 2021 majoré de 5 % conformément aux hypothèses présentées au cinquième baromètre de l'impact de la crise du Covid-19 sur les finances locales du 30/06/2021, à savoir 3 675 000 €.

➤ La Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE)

Malheureusement compte tenu de l'augmentation généralisée des coûts de l'énergie qui vont peser fortement sur les ménages et notamment les plus modestes, ces recettes devraient être en hausse. Selon le PLF pour 2022, les recettes de TICPE nettes seraient en hausse de 2% pour les départements en 2022.

Dans ces conditions, le volume total de recette TICPE pouvant être inscrit au budget primitif 2022 est estimé à 105 254 517 €.

➤ La Taxe de Consommation Finale d'Electricité (TCFE)

Au 01/01/2021, la TCFE des départements a été centralisée avec une revalorisation du taux porté à 4,25 % à l'ensemble des départements (contre 4% auparavant pour le Conseil départemental du Gard).

Compte tenu de la revalorisation de ce taux, cumulé à la reprise d'activité, la recette de TCFE à inscrire au budget primitif 2022 est estimée à 8 000 000 € (contre 7 400 000 € inscrits au budget primitif 2021).

### **c. Les dotations, subventions et participations**

#### La stabilisation des dotations :

A périmètre constant, l'Etat devrait accorder en 2022 le même montant de Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) qu'en 2021 avec un total de 26,8 Md€ pour le bloc communal et les départements, dont 8,4 Md€ pour les départements (comme en 2021).

Une attention particulière est portée aux collectivités les plus fragiles. Celles-ci bénéficient de la montée en puissance des dispositifs de péréquation au sein de la DGF : la dotation de solidarité rurale (DSR) et la dotation de solidarité urbaine (DSU) progressent plus rapidement qu'en 2021 (de 95 M€ chacune). Or, en 2021, la péréquation représente déjà près de 31 % de la DGF contre 15 % en 2007.

De plus, afin de cibler plus efficacement les projets d'investissement des départements, une réforme de la dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID) est entreprise afin qu'elle soit intégralement attribuée par appels à projets.

Le PLF pour 2022 poursuit par ailleurs le soutien exceptionnel à l'investissement local à travers la DSIL (Dotation de Soutien à l'investissement Local). Les collectivités territoriales bénéficient ainsi de 276 M€ de crédits de paiement supplémentaires en 2022 pour couvrir les engagements pris au titre de cette dotation exceptionnelle. En parallèle, environ 500 M€ de dotations exceptionnelles de soutien à l'investissement local devraient être décaissées en 2022 au titre du plan de relance. Le PLF 2022 prévoit également un nouvel abondement exceptionnel de la DSIL à hauteur de 350 M€ d'autorisations d'engagements qui pourront être contractualisés dans les contrats de relance et de transition écologique à la suite de l'annonce du Président de la République d'une mobilisation des reliquats des fonds européens.

Les principales recettes issues des dotations, subventions et participations sont reprises ci-après :

En fonctionnement :

➤ La Dotation Globale de Fonctionnement

Classé jusqu'en 2020 inclus comme département urbain percevant la dotation de péréquation urbaine, le Conseil départemental du Gard a été considéré en 2021 comme un département rural. A ce titre, il a bénéficié en 2021 de la dotation de fonctionnement minimale d'un montant identique à la dotation de péréquation urbaine perçue en 2020.

Le PLF 2022 ayant confirmé la stabilité de la DGF, il est proposé de reporter au budget primitif 2022 les mêmes montants que ceux perçus en 2021 à savoir 107 724 945 €.

➤ La fraction de TVA compensant la perte de la part départementale de TFPB

La réforme fiscale a supprimé la part départementale de TFPB pour la remplacer par une fraction de TVA nationale, sans dynamique en 2021 mais accompagnée d'un fonds de stabilisation. Cette fraction de TVA connaîtra en 2022 une dynamique importante estimée à +5 % en raison de la progression de la consommation des ménages et de l'inflation.

Dans ces conditions, au budget primitif 2022, cette fraction de TVA, dont bénéficiera le Département, doit être inscrite pour son montant perçu en 2021 majoré de 5 %, soit un montant total de crédits de 231 040 713 € (contre 220 038 774 € en 2021).

En raison de cette dynamique de TVA et des autres ressources fiscales, l'Etat n'entend pas reconduire, à ce stade, en 2022, le fonds de stabilisation (perçu en 2021 pour un montant de 1 322 878 €).

La Dotation Générale de Décentralisation (DGD)

Selon les simulations réalisées par l'Assemblée des Départements de France (ADF), la DGD pour les départements serait quasi stable. Dans ces conditions, il sera porté au budget primitif 2022 une somme de 4 184 213 €.

➤ La Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP)

Selon le PLF pour 2022, la DCRTP, qui fait l'objet d'une minoration de 1% pour les régions, reste stable en ce qui concerne les départements. Dans ces conditions, il est proposé de reporter au budget primitif 2022 la dotation départementale 2021 et d'inscrire 20 070 629 €.



En investissement :

➤ La Dotation de Soutien à l'Investissement Départemental

En 2019, la dotation globale d'équipement (DGE) a été supprimée et remplacée par une dotation de soutien l'investissement des départements (DSID).

Pour 2022, eu égard à la réforme des modalités d'attribution de la DSID, le montant DSID à porter au budget primitif est de 1 578 000 €, ce qui correspond à des projets d'investissement d'intérêts départementaux validés par le Préfet de Région.

➤ Le Fonds de Compensation pour la TVA (FCTVA)

Le FCTVA est une dotation destinée à assurer une compensation, à taux forfaitaire, de la charge de TVA que les collectivités supportent sur leurs dépenses réelles d'investissement (DRI) et qu'elles ne peuvent pas récupérer par la voir fiscale. En effet, elles ne sont pas considérées comme des assujettis pour les activités ou opérations qu'elles accomplissent en tant qu'autorité publique.

Ce FCTVA, dont le taux de compensation forfaitaire est de 16,404 % pour les dépenses éligibles, est récupéré, par le Conseil départemental du Gard, en année N+1 de la dépense.

L'éligibilité au FCTVA a été élargie aux dépenses réelles de fonctionnement (DRF) liées à l'entretien des bâtiments publics et de la voirie depuis le 1/01/2016, sauf exceptions.

Au budget primitif 2022, les crédits inscrits sont :

- FCTVA en fonctionnement : 300 000 €
- FCTVA en investissement : 11 000 000 € soit 1 M€ supplémentaire afin de tenir compte de l'augmentation des dépenses d'investissement de 2021 par rapport à 2020 (eu égard aux périodes de confinement liées à la crise sanitaire en 2020).

## C. Les politiques départementales

### 1) Soutenir et accompagner tous ceux qui en ont besoin

#### **Un nouveau Schéma départemental des solidarités sociales :**

Les orientations budgétaires pour l'année 2022 sont la résultante de 3 grandes dynamiques : démographiques, partenariales et institutionnelles.

En premier lieu, sur le plan démographique, les orientations budgétaires seront principalement guidées par les réponses aux évolutions démographiques tendanciennes dues notamment à la poursuite de l'augmentation de la population gardoise et son vieillissement. Par ailleurs, même si la reprise économique semble bénéficier au territoire, les impacts de la crise sanitaire sur la prise en charge des publics (insertion, enfance, accompagnement social) sont loin d'être maîtrisés.

Ensuite, sur le plan partenarial, les orientations budgétaires doivent également traduire la poursuite et la mise en place de nouveaux accompagnements contractualisés avec l'Etat dans le cadre des grandes stratégies nationales en matière de lutte contre la pauvreté, de développement de l'autonomie, de prévention et de protection de l'enfance ou bien encore d'insertion et d'emploi.

Enfin, elles doivent s'appréhender dans le cadre d'un exercice de transition avec l'engagement d'un nouveau cycle en raison d'une part de la mise en place d'un nouvel exécutif suite aux élections de 2021, et d'autre part de l'élaboration d'un nouveau schéma unique des solidarités sociales qui va être élaboré et concerté dans les prochains mois et sera proposé au vote de l'Assemblée au printemps 2022.

Ces trois grands vecteurs d'évolution des politiques sociales départementales s'exprimeront dans un référentiel (**un Schéma unique des solidarités sociales**), fortement marqué par la contrainte des ressources disponibles et le degré de territorialisation choisi.

Nonobstant cet exercice de prospective nécessaire, ces orientations budgétaires restent également soumises aux aléas parfois fortement impactant (incidences de la réforme de l'assurance chômage sur les bénéficiaires du RSA, impacts des mouvements migratoires sur nos capacités d'accueil des Mineurs Non Accompagnés, dégradation des situations sociales, etc.).

### **a. Economie : soutenir l'activité et l'emploi**

Depuis la loi NOTRe, le Conseil départemental ne dispose plus de la compétence « développement économique » ; pour autant il demeure un acteur important de l'économie locale à travers la mise en œuvre de ses politiques publiques dans le cadre de ses propres compétences.

Ainsi, il contribue au soutien de l'économie gardoise à travers ses propres investissements, par les aides attribuées aux collectivités locales ou encore à travers différents dispositifs de soutien financier et accompagnement technique permettant de favoriser l'attractivité du territoire gardois.

Ces dispositifs concernent de multiples domaines d'activités tels que l'habitat, la mobilité, l'agriculture, le tourisme, etc.

#### ➤ **Prolonger le pacte pour les entreprises au service de l'emploi local**

Le Conseil départemental du Gard s'est engagé en 2018 dans le développement d'une véritable politique d'achat volontariste et ambitieuse, avec la signature du « Pacte pour les entreprises au service de l'emploi local ». Ce Pacte constitue une feuille de route de l'achat départemental et décline les orientations et objectifs stratégiques et politiques à travers 3 axes d'intervention :

- Simplifier et favoriser l'accès à l'achat public
- Garantir un achat public durable, responsable et innovant garant d'une cohésion territoriale
- Favoriser le dialogue avec les partenaires économiques.

Moteur important de l'économie et support des politiques publiques, l'achat dans les collectivités représente un levier financier conséquent (plus de 100 millions d'euros par an pour le Conseil départemental du Gard), dans un contexte de croissance des besoins de service public à satisfaire et de raréfaction des ressources.

Ainsi, développer les actions dans le cadre du « Pacte » est un enjeu fort pour 2022 et constitue un des leviers, au service de l'activité et de l'emploi, pour atteindre un meilleur niveau de service et de performance économique, environnementale et qualitative des achats avec comme objectifs :

- Concilier efficacité de la commande publique et bonne gestion des deniers publics,
- Générer des marges de manœuvre économiques et budgétaires,
- Favoriser le développement économique du territoire,
- Parvenir à un achat durable, responsable, social et innovant,
- Répondre au besoin réel de la collectivité et obtenir une juste qualité.

## **b. Faire du logement une priorité**

L'Habitat est pour de nombreux gardois un domaine au carrefour d'enjeux essentiels :

- Le pouvoir d'achat et la précarité
- Le vieillissement de la population et le handicap
- La précarité énergétique et le développement durable.
- L'équilibre des territoires et la politique de renouvellement urbain

Face à ces enjeux, le Conseil départemental maintient un engagement fort et ambitieux autour notamment :

- D'un soutien à la création et à la réhabilitation des logements sociaux avec notamment un appui soutenu à Habitat du Gard et à la SEMIGA
- D'une intervention auprès des particuliers pour l'amélioration thermique de leur logement (Habiter Mieux) ou l'adaptation au risque inondation (ALABRI) au bénéfice des particuliers et collectivités.

En 2021, 261 projets ont été soutenus par le Conseil départemental au titre de ces divers dispositifs pour un montant de subvention de 5 520 407 € et ont concerné 827 logements. L'ensemble de ces opérations a généré 123 80 883 € de travaux.

Cette politique, de par les investissements induits, permet de soutenir fortement le dynamisme du secteur du bâtiment, essentiel à la reprise attendue de l'économie en sortie de crise sanitaire.

La politique de rénovation urbaine mise en œuvre dans le cadre de l'ANRU II devrait connaître une forte accélération en 2022. Les quatre conventions concernant le territoire gardois de Nîmes, Alès, Vauvert et Bagnols sur Cèze devraient être bientôt signées et permettront un réel démarrage des programmes définis.

Le Département, fortement impliqué dans l'ANRU 1, a retenu pour ce nouveau programme, le principe d'une participation centrée sur un fort soutien aux bailleurs sociaux départementaux, avec une estimation de près de 3 000 000 € d'engagement par an sur la période 2019-2024.

### **➤ Envisager une « Maison de l'Habitat »**

Une réflexion sera menée sur l'opportunité de fédérer, autour d'une instance unique, les acteurs des politiques publiques relatives au logement et à l'habitat.

## **c. Un soutien aux parents et enfants de la naissance à l'adolescence**

Depuis les lois majeures de décentralisation, le Conseil départemental est responsable de la mise en œuvre des politiques de protection maternelle et infantile (PMI) et de l'aide sociale à l'enfance (ASE). Ces deux piliers de l'accompagnement des familles et des enfants constituent un champ de compétence obligatoire pour la collectivité.

Depuis 2020, et jusque fin 2022, le Conseil départemental du Gard a décidé de contractualiser avec l'Etat dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance.

Cette stratégie a pour objectif de réduire les inégalités sociales et de santé et de mieux protéger les enfants en danger ou en risque de danger.

Ce plan prévoit pour le Gard environ 2.3 millions d'euros de crédits annuels sur une durée de 3 ans en développant des actions autour de la prévention en faveur des enfants de moins de trois ans et leur famille, de protection, en proposant des actions pour sécuriser les parcours des enfants confiés au Conseil départemental dans le cadre de la Protection de l'Enfance. Il s'agit également de développer des actions pour garantir les droits des enfants et travailler sur la préparation de leur autonomie à l'aube de leur majorité. Ce plan a également développé avec l'Agence Régionale de Santé des expérimentations de places de répits, pour des enfants atteints de handicap et confiés à l'ASE, pour lesquels la stabilité de l'accueil est particulièrement important et pour lesquels les réponses adaptées sont complexes à mettre en place.

Une formation au référentiel national d'évaluations des situations des enfants en danger ou en risque de l'être (ESOPPE) se poursuit pour environ 700 professionnels sociaux et médico-sociaux du département et de partenaires de la protection de l'enfance, permettant de conforter les compétences sur ce champ, d'acquérir une culture commune et comme le précise un écrit de la Haute Autorité de Santé « de faire du travail d'évaluation un levier de prévention ».

### **Renforcer l'aide sociale à l'enfance :**

L'aide sociale à l'enfance (ASE) est la politique sociale portée par le Conseil départemental dont la mission première est de conduire, auprès des enfants et de leur famille, des actions de prévention individuelle ou collective, de protection et de lutte contre la maltraitance.

Ces interventions prennent la forme d'aides à domicile, du versement de concours financier à l'intervention d'un travailleur social à domicile, ou celle de l'hébergement, dans des établissements, services habilités par le Département, familles d'accueil et lieux de vie.

Les enfants confiés ou suivis par l'aide sociale à l'enfance sont donc âgés de 0 à 21 ans, en manque ou en l'absence de soutien parental et familial, ce qui nécessite un soutien dans leur parcours du département pour se développer et grandir dans de bonnes conditions. Ce soutien peut être demandé par les parents ou bien par le juge des enfants si les parents sont absents ou refusent toute aide.

A leur majorité si leur situation le nécessite, ces jeunes peuvent bénéficier d'une Aide Aux Jeunes Majeurs, contrat qui leur permet d'être accompagné dans leur insertion et leur autonomie à partir de 18 ans et au maximum jusqu'à leurs 21 ans.

Devant le constat de la saturation de l'offre d'accueil pour les enfants confiés à l'ASE, les élus ont décidé en juillet 2021 de lancer un appel à projet pour 60 places d'accueil sur l'Est du département. Cet appel à projet vient d'être publié et cette augmentation de places sera mise en œuvre au deuxième semestre 2022.

L'année 2022 verra l'aboutissement de la création d'un service dédié aux évaluations d'informations préoccupantes, permettant en lien avec la formation sus-citée de répondre complètement aux attendus de la loi du 14 mars 2016 en spécialisant des professionnels dans ce champ.

Les enjeux de la protection de l'enfance dans le Gard seront pris en compte dans les travaux du nouveau schéma départemental des solidarités, dont la finalisation devrait aboutir après études et concertations en avril 2022 avec comme objectifs :

1.Développer des solutions à la saturation de l'offre d'accueil des enfants confiés à l'ASE. En effet des enfants devant être accueillis chez un assistant familial dans une maison d'enfants à caractère social, dans un lieu de vie et d'accueil ne bénéficient pas de parcours adapté soit :

- Par un manque de place global
- Du fait de profils particuliers (handicap, comportements...) qui demandent des prises en charges complexes et pluri-institutionnelles
- Du fait d'une offre qui doit être réactualisée et formalisée par conventions pluriannuelles avec les opérateurs pour répondre à ces situations, à celles des plus petits, à l'urgence et à la sortie des situations de l'urgence.

2.Redéfinir les rôles stratégiques et opérationnels des différents services

3.Créer les instances règlementaires sur le statut des enfants et les situations complexes

#### Quelques chiffres clés :

Nombre d'enfants mineurs confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance : 2 000.

Nombre d'enfants mineurs suivis à domicile 959. Nombre de jeunes majeurs 412.

Ainsi ce sont 3371 mineurs et majeurs qui sont accompagnés par les services du Département.

Nombre d'informations préoccupantes en 2020 : 2 310 dont 1 040 ont été évaluées par les services.

11 Maisons d'Enfants à Caractère Social, un Foyer départemental de l'Enfance,

1 Centre Départemental d'Accueil des Familles

23 Lieux de Vie et d'Accueil (dont 5 accueillent des enfants gardois)

450 assistants familiaux

## **Garantir la Protection Maternelle et Infantile**

Au titre de la PMI, La Présidente du Conseil Départemental doit organiser la protection et la promotion de la santé, de la famille et de l'enfance, notamment au travers de la mise en place :

- de mesures de prévention médico-sociales dans le domaine de la planification familiale et d'éducation et en prénatal sous deux formes : consultations et actions de prévention, dans les 11 centres de planification et d'éducation familiale portés par le Département.
- de mesures de prévention médico-sociales dans le domaine postnatal et jusqu'à 6 ans : consultations et actions de prévention notamment dans les écoles maternelles, d'actions de prévention et de dépistage du handicap des enfants de moins de 6 ans, ainsi qu'une aide à la prise en charge du handicap.

A noter que le Conseil départemental gère directement un Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP) sur Nîmes qui participe pleinement aux missions de la Protection Maternelle et Infantile.

Le Conseil départemental cofinance également les CAMSP de Alès et Bagnols sur Cèze qui permettent un maillage territorial de proximité même si tous les besoins des familles ne sont pas couverts malgré d'autres initiatives sur cette thématique d'accompagnement des parents dans le dépistage et l'annonce du handicap des plus jeunes dans le Gard. Pour exemple le Relais Accompagnement Petite Enfance Handicap, au sein de la PMI.

- de la surveillance et le contrôle des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans, le contrôle des assistantes maternelles, ainsi que la formation des assistantes maternelles et familiales. Cette mission a été particulièrement importante lors de la crise sanitaire et a permis d'accompagner au mieux les structures et personnes accueillant les enfants.

Ces différentes activités sont organisées sur une base territoriale en fonction des besoins sanitaires et sociaux de la population et selon des normes légales et réglementaires.

En 2022, dans le cadre du nouveau schéma départemental des Solidarités et dans le cadre de la Stratégie Nationale de Prévention et de Protection de l'enfance, les missions de prévention seront repositionnées afin de les conforter et de remettre les professionnels de PMI au cœur de leurs missions. Pour exemples : mise en place du service dédié aux évaluations des informations préoccupantes permettant de décharger les puéricultrices de territoire du travail d'évaluation des Informations Préoccupantes, renforcement par des moyens supplémentaires des bilans de santé en écoles, des visites à domicile pour les enfants les plus vulnérables, augmentation des entretiens prénataux par les sages-femmes.

En parallèle, les organisations seront ajustées en conséquence, des référentiels communs aux professionnels rédigés ou actualisés et des formations proposées.

Quelques chiffres :

Nombre de naissances en 2020 : 7 377

Nombre d'enfants de 0 à 6 ans : 47 003

2 570 assistantes maternelles (8 357 places),

175 Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant

36 Maisons d'Assistants Maternels

6 962 consultations de nourrissons effectuées par les médecins de PMI

11 686 permanences de puéricultrices de PMI

2 594 consultations dans les 11 Centre de Planification et d'Education Familiale pour les mineurs ou les futurs parents.

**d. Accompagner les choix de vie des personnes âgées et favoriser l'inclusion des personnes handicapés**

La politique publique de l'Autonomie en 2022 menée par les équipes de la Maison de l'Autonomie du Gard (dont MDPH) s'inscrira pleinement dans le cadre du nouveau schéma unique des Solidarités prévu pour être voté en avril 2022.

A ce cadre d'actions s'ajoute un cadre conventionnel important avec la feuille de route stratégique et opérationnelle négociée avec la CNSA d'ici fin 2021 et la feuille de route "MDPH 2022", toutes deux faisant écho aux grandes orientations actées dans la convention socle 2021-2024 signée entre la CNSA et le CD 30.

Dans le champ des prestations individuelles, il est attendu une montée en charge des demandes de prestation compensatoire du Handicap au global et spécifiquement celle relative à la parentalité, nouvelle prestation déployée au 1er janvier 2021 et encore peu demandée dans le Département.

Une nouvelle prestation sera également mise en place suite à la modification du règlement départemental des aides sociales : l'Allocation à la Vie Partagée (AVP).

Cette allocation permettra, dans le cadre du développement de l'habitat inclusif, le financement de la vie partagée et la mise en œuvre du projet de vie en commun des habitants âgés ou en situation de handicap.

S'agissant de l'APA, une attention particulière sera portée à l'évolution du nombre de bénéficiaires pouvant bénéficier pour la première fois de ces prestations ainsi qu'à leur niveau de dépendance compte tenu de la hausse du nombre des seniors dans le Département.



Plus globalement, l'année 2022 sera marquée par une accélération des mesures correctrices à apporter pour réduire les délais de traitement de la MDPH ainsi que par le déploiement du téléservice MDPH ([mamdphe.ligne.fr](http://mamdphe.ligne.fr)) qui permettra aux usagers d'enregistrer et de suivre leurs demandes en temps réel. Le travail débutera également pour le téléservice de l'APA.

Dans le champ des établissements sociaux et médico-sociaux, l'année 2022 sera marquée par la poursuite de la dynamique de contractualisation des objectifs et des moyens (notamment avec le CHU de Nîmes) ralentie par la crise sanitaire en 2020 et 2021.

Un dialogue de gestion renouvelé permettra au Conseil départemental d'affirmer sa volonté de voir émerger une soutenabilité des structures médico-sociales, autant financière que stratégique pour répondre aux besoins des populations âgées et handicapées. Une transformation de l'offre médico-sociale PA/PH sera amorcée, notamment avec la création/évolution de places en SAMSAH ou FAM pour des adultes souffrant de troubles autistiques ou encore la transformation de foyers d'hébergement en habitat inclusif (projet de la Cézarenque par exemple.)

En outre, la direction de l'Autonomie, en lien avec l'ARS, accompagnera les EHPAD dans la formalisation et le lancement de leur programmation de travaux financée par le volet immobilier du Ségur de la Santé.

Dans le champ du maintien à domicile qui concerne plus de 90% des publics senior ou en situation de handicap, le fait majeur de l'année qui s'ouvre réside dans l'accompagnement des structures d'aide à domicile (SAAD) dans la mise en œuvre des revalorisations salariales liées à l'avenant 43 de la branche de l'aide à domicile. Ces revalorisations salariales historiques d'environ 15% pour les auxiliaires de vie ont un impact budgétaire et financier important pour les SAAD et, par ricochet, pour les finances du Département. Dans un premier temps, l'augmentation du coût de revient de l'aide à domicile passera par une augmentation du tarif des SAAD au 1er janvier 2022, quasiment sans effet pour les usagers compte tenu de la baisse du sur-ticket modérateur. Ensuite, l'enjeu pour la collectivité sera d'obtenir les engagements de compensation financière annoncés par la CNSA. Ces revalorisations salariales importantes pour le secteur du maintien à domicile vont certainement participer à l'amélioration de l'attractivité de ces métiers difficiles que d'autres actions du Conseil départemental viendront renforcer en 2022.

De plus, entre le domicile individuel et la maison de retraite, l'année 2022 sera marquée par le développement de l'habitat inclusif ou des Maisons en Partage 2e génération. Grâce à la nouvelle prestation AVP et au positionnement du Conseil départemental parmi les territoires précurseurs, un co-financement important de la CNSA sera disponible d'ici la fin de l'année pour faire éclore plusieurs projets d'habitat partagé et intégré et même éventuellement faire évoluer d'actuelles Maisons en Partage.

Enfin, des projets structurants et transversaux en matière de prévention interviendront grâce au levier de la Conférence des Financeurs pour la Prévention de la Perte d'Autonomie dont le nouveau programme coordonné émergera suite au bilan et au diagnostic réalisé au dernier semestre 2021. Des thématiques importantes seront abordées notamment en direction des aidants, la lutte contre l'isolement ou encore l'inclusion numérique des seniors.

Quelques chiffres clés :

- 22 000 personnes âgées et handicapées bénéficient d'une aide directe du Conseil départemental qui traite 47 000 demandes de prestations environ chaque année.
- 16 253 bénéficiaires de l'APA au 30 septembre 2021
- 2 710 bénéficiaires de la PCH au 31 décembre 2020

Accompagner les personnes âgées :

- 117 établissements pour personnes âgées offrant 7 957 lits et places dont 6 250 habilités, 76 services d'aide et d'accompagnement à domicile, 265 places agréées en accueil familial (113 accueillants familiaux)
- 14 233 personnes ayant un droit à l'APA dont 8 769 à domicile
- 2 196 personnes âgées ayant bénéficié de l'aide sociale aux personnes âgées dont 1 657 pour l'hébergement en établissement et 539 aides ménagères.

Accompagner les personnes handicapées :

- 56 établissements et services proposant 1 276 places pour adultes handicapés
- 2 710 bénéficiaires de la Prestation de compensation du Handicap (PCH) et 516 de l'ACTP
- 1 650 personnes ayant bénéficié de l'aide sociale dont 1 163 pour l'hébergement en établissement

Au total 60 616 personnes pour 95 000 droits ouverts sont enregistrées comme ayants droits par la maison départementale des personnes handicapées (MDPH).

#### **e. Mener une politique d'insertion au service de l'emploi**

Le département compte 28 773 foyers bénéficiaires du RSA au 30 septembre 2021 (chiffre consolidé CNAF).

Le Département est classé au 5ème rang des départements les plus pauvres, ce classement s'appuie sur le taux de pauvreté défini au vu du pourcentage de foyers dont le revenu disponible est inférieur à 1008 €.

Dans le Gard, ce taux est de 19.8 %. Si ce chiffre a légèrement diminué par rapport aux années précédentes, la situation sociale du Gard reste préoccupante.

Sous réserve d'évolutions favorable de la situation sanitaire, l'année 2021 devrait être marquée par une stabilisation du nombre des bénéficiaires du RSA. Un retour au rythme d'augmentation d'avant la crise est donc à craindre en 2022.

Ces prévisions plus favorables qu'en 2021 doivent cependant être nuancées par l'impact attendu de la réforme de l'Assurance Chômage sur l'évolution du nombre de bénéficiaires du RSA.

Au vu de ces dynamiques et facteurs d'évolutions, les orientations budgétaires devront permettre au Conseil départemental de déployer, avec ses partenaires, son offre d'insertion.

L'offre d'insertion développée par le Conseil départemental constitue un ensemble d'actions dont la diversité et la complémentarité, permettent d'offrir à chaque personne un accompagnement adapté à son parcours professionnel. Les objectifs contractualisés avec l'Etat dans le cadre du Plan de Lutte contre la Pauvreté et d'accès à l'emploi pour la période 2019-2021 sont venus conforter notre politique d'insertion.

La volonté de l'Etat de proroger les délais de contractualisation pour l'année 2022 et l'engagement du Conseil départemental dans la contractualisation du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi viendront renforcer encore nos politiques d'insertion.

#### **f. Favoriser la réussite de tous les jeunes**

Les objectifs poursuivis dans le cadre de cette politique départementale visent principalement à développer la prévention et la citoyenneté, à favoriser l'insertion et l'emploi des jeunes et à soutenir l'accompagnement éducatif.

4 axes d'intervention :

##### **1. Soutenir les projets territoriaux en faveur de la jeunesse : Éducation populaire**

Le Conseil départemental mène une politique jeunesse incitative et de soutien qui s'appuie sur des acteurs associatifs et territoriaux (coordonnateurs jeunesse) prônant des valeurs laïques, citoyennes et éducatives.

Participer aux actions éducatives en lien avec les collèges

Il s'agit principalement d'actions portées par les associations de jeunesse autour de la citoyenneté, du devoir de mémoire, de la prévention (santé, sécurité). Le Conseil départemental encouragera particulièrement les actions favorisant le civisme des jeunes.

Le CLAS (Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité) vise à soutenir sur l'ensemble du territoire, notamment dans les quartiers prioritaires, les actions d'accompagnement des enfants et de leurs parents pour favoriser la réussite scolaire, éducative et sociale et promouvoir l'égalité des chances, en dehors du temps scolaire.

Le Conseil départemental apporte des cofinancements aux côtés de l'État et de la CAF, les Francas du Gard en assurent la coordination et l'animation. Plus de 200 actions ont été menées (dont 2/3 en territoire Politique de la Ville) soit près de 2 500 élèves bénéficiaires.

Un budget de près de 100 000 € y est consacré.

## 2. Encourager l'initiative des jeunes

Aux côtés de la CAF, de la DDCS (Direction Départementale de la Cohésion Sociale) et de la MSA, le Conseil départemental soutient les initiatives des jeunes.

Les projets (collectifs ou individuels) touchent des sujets très variés : environnement, solidarité, vie de quartier, art, audiovisuel, prévention, découverte culturelle...

Ce dispositif est en constante augmentation avec près de 60 projets déposés, dont 51 aidés par le Conseil départemental pour un montant de près de 43 300 € de subvention.

## 3. Soutenir les actions citoyennes à travers le dispositif du service civique

La collectivité accueille des services civiques depuis 2016. Les jeunes volontaires font de la sensibilisation au développement durable, participent à l'accueil des personnes âgées ou handicapées, facilitent l'inclusion numérique, œuvrent dans le domaine culturel ou sportif... Un dispositif gagnant pour les jeunes, pour les politiques publiques et les publics visés. Près de 50 jeunes sont accueillis chaque année dans les services du Département. Des temps d'échanges et de débats devraient être développés en 2022 afin de favoriser la prise de parole et l'écoute des jeunes.

### **Créer un Conseil départemental des jeunes**

Le Conseil départemental mettra en place, à l'horizon de la prochaine rentrée, une instance consultative visant à impliquer des collégiens dans la compréhension des politiques publiques et à être force de proposition pour élaborer de nouvelles politiques départementales et de nouveaux projets.

Quelques chiffres clés :

53 collèges publics dont 12 collèges classés REP et REP+,

18 collèges privés,

13 halles de sport,

29 782 collégiens dans les collèges publics, élèves de classes SEGPA compris (données DSDEN septembre 2021) dont plus de 70% d'élèves demi-pensionnaires.

Un ticket repas plafonné à 3,50 €.

554 agents du Conseil départemental affectés dans les collèges pour l'accueil, l'entretien, la maintenance et la restauration et 8 agents d'entretien et d'accueil mobile.

#### 4. Des moyens au service de la réussite éducative

Le Conseil départemental maintient en 2022 son engagement financier important pour l'éducation des jeunes gardoises et gardois, en consacrant plus de 11,7 M€ en fonctionnement et près de 1 M€ en investissement.

Ces crédits permettront à tous les collégiens d'étudier dans les meilleures conditions au sein des 53 collèges publics gardois.

Cet engagement financier passe également par la construction, la reconstruction et l'extension des collèges.

Le premier collège labellisé « Bâtiment Durable Occitanie Or » en phase conception voit le jour à Remoulins. L'accueil des élèves dans les locaux en début d'année permettra le lancement de la seconde phase en 2022. Celle-ci consiste en la démolition de l'actuel bâtiment, la construction du plateau sportif et des logements.

Le collège Ada Lovelace, inauguré à Nîmes en 2019, fera l'objet d'une extension et sera le premier projet, avec Voltaire à Remoulins, dont les espaces extérieurs seront traités spécifiquement pour le traitement des îlots de chaleur et l'adaptation au climat, comme le Conseil départemental s'y est engagé dans le cadre du schéma eau & climat 3.0.

En parallèle, la direction de la Logistique poursuivra la déclinaison du schéma de l'éducation dans son volet bâtiminaire avec plusieurs axes de travail :

La constitution d'un nouveau référentiel pour les collèges gardois, prenant en compte les nouveaux besoins pédagogiques et numériques pour les élèves, mais aussi le confort des agents et des élèves, dont les usages seront réinterrogés dans les projets et la déclinaison des objectifs départementaux en matière de qualité bâtiminaire et d'adaptation au climat gardois de 2050.

La programmation de travaux spécifiques dans les cuisines des établissements en lien avec la labellisation Ecocert pour une alimentation locale et de qualité dans les établissements,

Les travaux de rénovation énergétique et d'extension seront engagés sur le collège de Villeneuve-les-Avignon, afin d'améliorer la capacité d'accueil de l'établissement et son fonctionnement. Les collèges de Saint Gilles, de Pont Saint Esprit, et Salindres font l'objet de programmes, conformément aux priorités définies par le schéma directeur de l'éducation.

La lutte contre la pénibilité pour améliorer les conditions de travail :

Au sein des collèges, la pénibilité des emplois engendre des problèmes de santé et d'usure professionnelle, accentués par une moyenne d'âge élevée des adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement (ATTEE).

Dès 2014, des critères d'amélioration des conditions de travail ont été posés et pris en compte dès la conception d'un bâtiment ou lors d'une restructuration. Il s'agit de proposer des repères permettant de mieux concevoir les systèmes de travail (postes, outils, organisation) actuels et futurs en vue de préserver la santé des agents et d'améliorer la performance de l'organisation

Un plan de prévention transférable dans les autres collèges issus des travaux de l'ARACT axé sur deux niveaux majeurs :

- agir sur l'organisation du travail,
- agir sur les moyens de travail (matériels, humains...).

Sur les organisations de travail : 4 binômes (responsables de territoires et référents) accompagnent les équipes ATTEE des collèges sur 4 secteurs : un travail de proximité au quotidien sur le management des équipes et les organisations de travail, avec notamment la mise en œuvre des rotations sur les différents postes et plus particulièrement à la plonge, poste avéré pénible et source de maladie professionnelle. Pour lutter contre l'usure professionnelle, le Conseil départemental a lancé en 2020-2021 une opération avec l'achat de chaises légères pour l'ensemble des services restauration des collèges gardois. A ce jour, 38 collèges en ont fait l'acquisition, permettant ainsi d'alléger le port de charge et les conséquences en termes de troubles musculosquelettiques (TMS) et de maladies professionnelles.

Pour 2022, une nouvelle opération d'aide au financement de l'achat de chariots d'entretien pour la méthode de pré-imprégnation permettra l'amélioration des conditions de travail par la diminution des troubles musculosquelettiques (TMS) et l'amélioration de l'empreinte écologique par la diminution des consommations d'eau et de chimie.

Favoriser la mixité sociale et scolaire à travers la sectorisation des collèges

Afin de favoriser la mixité scolaire et sociale une évolution de la sectorisation dans le bassin Alésien est à envisager en 2022-2023 pour répondre aux problématiques de ce territoire à fort enjeu éducatif et sociétal.

Apporter une alimentation de qualité, saine, équilibrée aux collégiens Gardois

Pour la restauration dans les collèges, les perspectives 2022 s'inscrivent dans la continuité des engagements de la collectivité pour promouvoir et garantir le bien manger des collégiens et l'éducation de la jeunesse à une alimentation saine, durable et responsable. Dans ce cadre de multiples actions seront conduites par le Conseil départemental :

Travail avec les fournisseurs de son groupement de commande de denrées alimentaires, en faveur des 26 collèges concernés, pour augmenter la part de produits de qualité, frais et locaux et pour les fruits et légumes, traités par l'Unité de Conditionnement des Légumes (UCL) :

- Labellisation Ecocert de l'UCL et optimisation de la maintenance de cet outil de production vieillissant,

- Finalisation du déploiement du logiciel métier Webgerest dans l'ensemble des établissements (pour améliorer la gestion des approvisionnements, la conception de menus nutritionnellement adaptés et intégrant la saisonnalité de produits frais, le suivi des indicateurs qualité en lien avec la loi EGalim = part des produits avec des signes de qualité et d'origine, bio),
- Mise en place d'un suivi et accompagnement des collèges utilisant moins de 10% de produits bio et/ ou ayant un coût moyen des denrées par repas inférieur à 2€15,
- Élaboration d'un plan pluriannuel de diversification des sources de protéines et formation des cuisiniers à la réalisation de recettes de plats végétariens faits maison,
- Actions de sensibilisation des jeunes à la consommation responsable.

#### **g. Garantir l'égalité femmes / hommes**

L'observatoire départemental des violences faites aux femmes, mis en place en juillet 2020, a vu ses premières priorités se mettre en place malgré une situation sanitaire complexe. Les mesures d'accompagnement protégé seront effectives dès cette fin 2021, les travaux avec le CHU sur une mise en place des féminicides devraient permettre de proposer cette réponse innovante dès début 2022.

Les propositions au budget 2022 porteront sur une plus grande lisibilité de l'observatoire à partir d'une ligne budgétaire spécifique qui permettra la participation du Conseil départemental aux MAP, la création de deux fonds de concours ( un autour des violences faites aux femmes et l'autre sur l'égalité femmes hommes) ouverts aux associations gardoises ainsi qu'une sensibilisation des nouveaux professionnels du champ social à la question des bonnes pratiques dans l'accompagnement très spécifique des victimes, des auteurs et des enfants impactés.

Le rapport égalité femmes hommes a pu commencer à mesurer les premiers effets du télétravail et ceux de la nouvelle réglementation en matière de congé paternité. Toutefois le long épisode pandémique doit nous faire pondérer toute analyse des chiffres relevés. L'exercice 2022 sera l'occasion de confirmer ou d'infirmer ces analyses.

### **2) Protéger notre santé et notre qualité de vie**

#### **a. Une agriculture durable pour une alimentation de qualité**

##### **Promouvoir le terroir gardois**

Le Conseil départemental accompagne tout au long de l'année les artisans, restaurateurs, cavistes, boutiques de terroirs, agriculteurs et viticulteurs pour les aider à donner à chacun le goût du Gard, non seulement à travers ses saveurs, mais aussi en mettant en avant son environnement et ses paysages préservés.

Avec le Schéma directeur du tourisme, des loisirs et de l'attractivité et la démarche « Le Gard, Militant du Goût », le Conseil départemental poursuivra en 2022 son soutien aux manifestations touristiques et à la valorisation du patrimoine gastronomique mettant en valeur les Sites Remarquables du Goût, l'ensemble de la vaste palette des produits de qualité du terroir gardois et à travers eux les savoir-faire des artisans et producteurs, la qualité et diversité de ses paysages ainsi que des investissements de diversification et valorisation agritouristiques (hébergements paysan, équipements et/ou gîtes oenotouristiques...), ou encore des projet d'aménagements à vocation touristique (aire de camping-cars, gîte d'étape et hébergement collectifs, patrimoine vernaculaire, bornes d'information...).

Enfin, la démarche « Le Gard, Militant du Goût », forte de son succès, doit être protégée dans son développement en créant une marque à part entière et en définissant des objectifs partagés avec nos partenaires.

### **L'engagement du Conseil départemental pour l'alimentation des Gardois MQA (Mission Qualité Alimentaire)**

L'alimentation dans le Gard illustre les savoir-faire de ses professionnels, la qualité de ses terroirs, l'identité culturelle de ses citoyens mais elle révèle également les disparités sociales et territoriales et les défis à relever. Face à cela, le Conseil départemental s'engage.

Dans le cadre de son orientation politique « Favoriser la prospérité et l'équilibre des territoires » et afin d'améliorer la qualité de vie de ses citoyens, le Conseil départemental met en œuvre depuis huit années sa Politique Alimentaire Départementale.

Une politique qui s'articule autour de trois axes principaux :

- Structurer une offre alimentaire de qualité sur le territoire ;
- Faciliter l'accès des Gardois à une alimentation de qualité ;
- Sensibiliser les Gardois à la consommation responsable et valoriser le patrimoine gastronomique du Gard.

Le Conseil départemental s'engage ainsi dans une politique transversale, une politique multiple, dans laquelle sont abordées tant les questions de santé que de justice sociale, d'environnement, de développement économique, de tourisme, etc.

La crise sanitaire et ses conséquences ont renforcé la légitimité et l'utilité sociale de la Politique Alimentaire Départementale et conforté l'engagement du Conseil départemental pour l'alimentation des Gardois et la résilience alimentaire du Gard et de ses territoires.

En 2021, le Conseil départemental est lauréat de l'appel à projet « Consolidation des Projets Alimentaires Territoriaux » du Plan France Relance. Aussi, les perspectives 2022 du Conseil départemental s'articulent autour de deux priorités présentées dans ce projet : la gouvernance alimentaire gardoise et l'accompagnement des collectivités et leurs groupements d'une part ; la lutte contre la précarité alimentaire d'autre part.



## **b. Réussir la transition écologique**

### **Définir une stratégie patrimoniale en transition environnementale**

La rationalisation des occupations des locaux, ayant notamment permis de réduire fortement les charges locatives de la collectivité ces dernières années, s'est poursuivie en 2021 à Nîmes avec le regroupement de l'offre de services à la population de l'ouest nîmois à l'Espace Diderot et le réaménagement de la Maison du Département. L'année 2022 sera l'occasion de la poursuivre avec une réflexion sur l'adaptation des locaux du siège du Conseil départemental et d'engager la réflexion sur la présence du Conseil départemental sur le territoire, notamment sur le bassin alésien.

En termes de transition énergétique, l'année 2022 sera marquée d'une part par le démarrage des travaux de rénovation thermique des locaux inscrits au Plan de Relance nationale, qui concerne 9 sites départementaux, d'autre part par la planification de deux grands objectifs de rénovation du parc : la mise en œuvre du décret tertiaire et la déclinaison du schéma eau & climat 3.0.

Enfin, le contrat patrimonial signé avec l'Agence De l'Environnement et de la Maitrise de l'Energie donnera lieu au passage en énergies renouvelables de 13 bâtiments départementaux. Les études de faisabilités qui sont engagées en 2021 donneront lieu à une programmation de travaux à partir de 2022. La question des énergies renouvelables sera en outre au cœur des enjeux de maîtrise du coût de l'énergie qui concernera en 2022 le Conseil départemental et ses partenaires, notamment les établissements d'enseignement. En effet l'augmentation du prix de l'énergie nécessitera que le Conseil départemental poursuive son investissement dans la décarbonation de son énergie et l'adaptation de ses marchés d'achat d'énergie pour maîtriser une part importante de la charge de fonctionnement liée à son patrimoine.

### **Mettre en œuvre notre politique de l'eau**

Le Gard est caractérisé par son climat méditerranéen qui voit s'alterner des périodes de pluies intenses et de sécheresses qui rythment et influencent la vie des habitants.

L'automne 2021 a, de nouveau, vu plusieurs parties du territoire gardois touchées par des inondations. Le réchauffement climatique constaté et mis en exergue dans le cadre de l'étude Eau et Climat 3.0, risque de renforcer la fréquence de ces phénomènes météos.

Dans ce contexte de changement climatique, la démarche « Eau et Climat 3.0 : préparons l'avenir » votée par l'Assemblée Départementale en novembre 2020, a connu le démarrage du premier cycle 2021-2025. Il devra aboutir à la construction de 4 projets de territoire afin de lancer les actions qui permettront de réduire notre vulnérabilité au manque d'eau, penser notre aménagement territorial de manière durable et réduire nos impacts sur l'eau et les milieux aquatiques d'ici 2050.

Le Département, à travers le contrat Département/Agence de l'eau 2019/2024, poursuivra également l'accompagnement financier des collectivités pour la réalisation des investissements de leurs services publics d'eau et d'assainissement.

Ce partenariat permettra notamment d'aider les collectivités gardoises dans leurs travaux concernant les économies d'eau, la protection des aires d'alimentation des captages contre les pollutions diffuses et l'amélioration du fonctionnement des ouvrages d'assainissement. Au titre de la solidarité territoriale, le Conseil départemental soutiendra les remises à niveau des réseaux d'eau potable et d'assainissement, en zone de revitalisation rurale (156 communes dans le Gard). Il contribuera également à la préservation et à la restauration des cours d'eau, des zones humides et au maintien de la biodiversité ; il accompagnera la reconquête des zones naturelles d'expansion de crues.

Au travers de programmations annuelles, le Conseil départemental et l'Agence de l'Eau pourraient ainsi financer conjointement, en moyenne 33 M€/an de travaux pour l'eau potable et assainissement auxquels s'ajoutent près de 22 M€/an de travaux pour les milieux aquatiques et la protection contre les inondations (PAPI Nîmes, digues du Petit Rhône) accompagnés par le Conseil départemental avec les autres partenaires institutionnels (Etat, Région, Europe).

C'est un montant total de travaux de 330 M€ hors taxes, qui pourra être atteint en 6 ans. La part du Département s'élèverait à près de 54 M€ (soit près de 9 M€ d'aides par an).

Depuis 2019, ce sont près de 205 M€ de travaux qui ont été accompagnés, le taux d'aide moyen s'élevant à près de 62 % (tous financeurs confondus).

La préfète du Gard a constitué fin 2021 un comité départemental de l'eau dédié au partage des stratégies long terme sur la ressource en eau (hors situation de crise) afin de concilier protection des milieux, maintien du cadre de vie et développement économique.

Il est co-présidé par Mme la Préfète et Mme la Présidente du Conseil Départemental et se compose de 5 collèges d'acteurs de l'eau. Le Conseil départemental a proposé de placer dès 2022, la démarche Eau & Climat 3.0 : Préparons l'avenir, sous le haut patronage de ce comité.

### **Protéger et valoriser les espaces naturels sensibles**

Par sa situation géographique à l'Est du Languedoc et ses différentes influences climatiques, le Gard offre à ses visiteurs la vision de paysages et d'espaces naturels particulièrement riches et variés. Il bénéficie ainsi de vastes zones préservées avec 32 % de zones protégées, inscrites au titre de Natura 2000 (41 sites), 140 sites en espaces naturels et 275 en zones humides mais aussi 1 Parc national (Parc national Cévennes), 4 Réserves Naturelles Régionales, 2 grands sites de France (Cirque de Navacelles ; Camargue Gardoise). A ce titre, en 2017, le Conseil départemental a revu sa stratégie d'intervention en espace naturel sensible au travers du Schéma Départemental des espaces Naturels Sensibles (SDENS).

Ainsi, il poursuit une action en faveur de la bio et de la géodiversité, en participant au confortement du réseau des espaces naturels du Gard au travers de l'acquisition des ENS (4 430 ha) mais aussi du pilotage de la gestion multi-sites et multi-acteurs.

Il poursuit aussi une consolidation d'une politique transversale et partenariale de la préservation des espèces et de leurs milieux en lien avec la Région au titre de la biodiversité mais aussi des collectivités locales et des structures associatives au titre des aménagements, de la connaissance et la sensibilisation.

En 2022, le Conseil départemental poursuivra la mise en œuvre de son schéma départemental des espaces naturels sensibles, validé en 2017 par l'assemblée départementale. Un important travail sera conduit sur la question du changement climatique et des enjeux fonciers, en lien avec la stratégie de la démarche Eau&Climat 3.0: Préparons l'avenir.

### **Rendre le Parc Meynier de Salinelles aux Gardois**

Une réflexion sera menée en concertation pour qualifier la destination et les usages de ce parc situé sur la commune de Nîmes et prévoir les aménagements conséquents.

### **c. Construire une destination touristique d'exception**

#### **Renouveler le schéma départemental du tourisme, des loisirs et de l'attractivité**

Bien qu'un peu moins prégnante en 2021, la poursuite de la crise sanitaire et ses conséquences économiques a engendré une suite efficace au plan d'action d'aide au secteur par Gard tourisme associée aux intercommunalités et communes classées. En effet, les retombées touristiques en fréquentation et en nuitées sont meilleures qu'en 2020, voire légèrement supérieures à 2019 avec les ailes de saison, notamment sur l'automne.

Les nouveaux usages des voyageurs, leurs attentes, leurs consommations et également l'augmentation des flux en pleine crise nécessitent une prise en compte majeure et rapide pour s'adapter et ne pas rencontrer des écueils contre-productifs de marketing et ciblage de clientèles. Un virage est donc à prendre pour un tourisme plus responsable, durable et solidaire, et aussi local dans le respect de notre environnement et des populations.

2022 est une phase de transition ; en effet le Schéma du tourisme, des Loisirs et de l'Attractivité 2018-21 (SDTLA) a lui aussi été impacté dans sa mise en œuvre ces deux dernières années. Le Conseil départemental mettra à profit cette période transitoire pour faire aboutir des actions en cours. Il est donc prorogé pour l'année 2022.

Dans le même intervalle, un processus de consultation, tant d'acteurs publics que socio-professionnels, sera mis en place pour définir les grands axes et objectifs du prochain schéma de la mandature. D'ores et déjà, nous savons que cette action déterminante et structurante pour les années à venir doit prendre en compte des modalités de consommation, de gestion des flux, de communication, de ciblage de clientèle... à la fois responsable, solidaire, durable, respectant nos environnements naturels, patrimoniaux et humains. Les nouveaux voyageurs

de cette crise, les habitués ainsi que le probable retour des touristes étrangers, ne doivent en rien entacher le développement d'un tourisme beaucoup plus local dans lequel nos populations disposant de moyens ou pas doivent se réapproprier leur culture, histoire et patrimoine.

La mise en œuvre de ces ambitions se traduira par diverses actions, dans le cadre des partenariats existants et à créer. Un appel à projet « tourisme durable et solidaire » sera notamment lancé, il mettra en valeur le patrimoine gardois dans l'offre touristique et permettra à nos visiteurs d'y contribuer ou de participer à des actions de préservation de l'environnement et de solidarité avec les territoires ou en direction des publics fragiles, donnant ainsi plus de sens à leurs vacances.

Dans le même objectif, à travers l'évolution de ses dispositifs d'aide aux projets d'aménagements à vocation touristique, et au développement de l'agritourisme mais aussi par l'animation du réseau militant du Goût et de la marque Café de Pays, le Conseil départemental poursuivra en 2022 son soutien en faveur d'un tourisme vert, éco-responsable, incitant les hébergeurs et les voyageurs à des usages responsables (proximité des visites, déplacement doux ou collectifs, circuits-courts...)

Par ailleurs, le Conseil départemental poursuivra son soutien envers les territoires et les socio-professionnels du tourisme par le déploiement en 2022 des dispositifs de signalisation touristiques : chartes de Signalisation d'Information Locale (SIL) et Signalisation d'Information Culturelle et Touristique (SICT) dont il financera une large partie des équipements et de leurs installations.

### **Mettre en avant les activités de pleine nature**

Au titre de la valorisation du patrimoine naturel, le Département a de nombreux atouts : 110 manifestations de sports de nature, 357 sites de pleine nature, 11 sites inscrits au PDESI avec plus de 9 000 km d'itinéraires de randonnée, et de nombreux sites emblématiques comme spots de grande notoriété (l'Espiguette (Kitesurf), Mont Bouquet (Vol libre), Seynes (Escalade), Massif de l'Aigoual (VTT, trail) mais aussi de la grande itinérance...

Fort de ces enjeux et en complément des schémas existants dans le tourisme et les Espaces naturels, le Conseil départemental a décidé de redéfinir sa stratégie en matière d'activité de pleine nature au travers du Schéma Départemental de Cohérence des Activités de Pleine Nature.

Il s'établit sur une structuration actuelle originale, le nécessaire croisement Activités Pleine Nature & Culture, et l'intégration d'une gestion coordonnée de la baignade et de la ressource en eau.

Au regard des éléments de contexte et des enjeux, le Schéma décline des actions visant à favoriser l'équilibre entre : préservation de l'environnement, sécurisation des sites et des usagers, développement économique des sports de nature sur les territoires et l'accessibilité pour tous.

Validé fin 2019 par l'assemblée départementale, le Conseil départemental poursuivra sa mise en œuvre en 2022, avec notamment la poursuite de l'accompagnement des pôles natures Aigoual 4 saisons et Mont Lozère mais aussi de l'itinérance, un important programme de travaux sur le chemin de Régordane et les chemins de grande randonnée sous maîtrise d'ouvrage départementale. Le Conseil départemental accompagnera également la montée en puissance des pratiques VTT avec la création d'un stade VTT sur le pôle nature des gorges de la Cèze et du Mont Bouquet, dans la perspective des JO de 2024 et du développement d'Espace Gard Découverte. Le développement et l'enrichissement des applications numériques (Web et mobile) RandoGard se poursuivra, avec l'ouverture progressive aux intercommunalités pour la valorisation des Réseaux Locaux des Espaces Sites et Itinéraires (RLESI)

#### **d. Aménager les territoires aux côtés des communes**

##### **Aménager le territoire en soutenant les dynamiques territoriales**

Les Plans Locaux d'Urbanismes (PLU), principaux vecteurs de l'aménagement de l'espace, en compatibilité avec les Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT), sont au croisement des politiques publiques menées sur les territoires. C'est ainsi qu'au travers notamment du PLU Gard durable, le Conseil départemental s'investit pleinement auprès des acteurs locaux en donnant les orientations nécessaires au développement durable de son territoire. Il est partie prenante des démarches menées par ses différents partenaires, institutionnels ou professionnels, en les accompagnant dans leurs initiatives, sur des thématiques ayant trait aux espaces naturels, à la mobilité, à la préservation de l'espace agricole, à la qualité alimentaire qui constituent autant d'enjeux majeurs pour l'aménagement et le développement durable du Gard.

Les projets de territoires menés à l'échelle des PAYS/PETR, agglomérations ainsi que des bourgs-centre ont permis aux principaux acteurs institutionnels de conforter les dynamiques territoriales et de favoriser l'émergence de projets de développement.

En 2022, le Conseil départemental entend maintenir son soutien aux investissements portés par les collectivités et participer aux nouvelles politiques contractuelles conduites par l'Etat et la Région (Petites villes de demain, Contrat de Relance et de Transition Energétique). La mise en œuvre de grands équipements culturels, touristiques, universitaires et infrastructures ainsi que les équipements publics de proximité, s'en trouve facilitée par une optimisation des différents dispositifs de soutien financiers et accompagnements techniques, permettant ainsi de conforter l'attractivité du territoire gardois et de maintenir la vitalité des territoires ruraux.

##### **Renforcer et simplifier les contrats territoriaux**

Depuis 2016, sous l'impulsion du Pacte pour les Gardois, les politiques contractuelles sont résolument orientées vers le soutien à l'investissement dans une croissance durable, gages de l'attractivité du territoire et de création d'emplois.

Avec les Contrats Territoriaux initiés en 2016, le Conseil départemental au titre des solidarités territoriales, s'est engagé dans une politique de soutien à l'investissement, de maintien de l'emploi local en répondant aux besoins des habitants.

Avec les contrats de ruralité initiés par l'État en 2017, l'opération Bourgs-Centres suivie en 2021 du programme Petites Villes de Demain concernant à terme 21 communes gardoises, et les contrats de territoires de la Région Occitanie/Midi-Pyrénées en 2018 arrivant à terme puis les Contrats de Relance et de Transition Ecologique (CRTE), nouvelle génération de politiques contractuelles territoriales régionales mise en œuvre pour la période 2021-2026, les aides publiques s'inscrivent dans une démarche de simplification et d'harmonisation, afin de permettre aux communes et à leurs groupements, de mettre en œuvre dans les meilleures conditions leurs programmes d'équipement. Au-delà des cofinancements, l'objectif est bien d'harmoniser et d'attribuer les aides pour une mise en œuvre rapide des projets, dans le respect des compétences propres de chacun. Un dossier commun État/Département est disponible en ligne, pour les demandes de subventions.

Avec une moyenne de 120 contrats par an depuis 2016, le Conseil départemental a attribué plus de 70 M€ de subvention pour 415 M€ de travaux éligibles au titre des trois dispositifs : Crédit Départemental d'Équipement, Eau et Assainissement, et Traversées d'Agglomération.

#### **e. La culture et le sport pour tous**

##### **Mettre en œuvre le Schéma départemental de la culture**

« Osons la culture » à travers le Schéma départemental de la culture

Le schéma départemental de la culture est le cadre de la politique culturelle du Département. Cette dernière vise à encourager la participation des gardoises à la vie artistique et culturelle et à favoriser la pluralité des expressions, une attention toute particulière est accordée à la jeunesse. Le Département, dans le développement de cette politique, est garant de l'équilibre du développement culturel des territoires Gardois. Il souhaite également amplifier l'accompagnement aux porteurs de projets par un soutien accru en ingénierie. Cinq priorités d'interventions ont été retenues et seront déclinées en 2022.

##### **Bâtir un nouveau schéma des enseignements artistiques pour 2022**

Le Conseil départemental s'est doté en 2007 d'un « schéma des enseignements artistiques ». Il permet de structurer l'enseignement artistique à l'échelle départementale. Il vise à soutenir la qualification de l'offre et sa diversité en incitant au recrutement et à la pérennisation de postes d'enseignants diplômés et le développement de disciplines rares ou de pratiques d'ensemble.

En 2022, le Conseil départemental réalisera un état des lieux de la pratique artistique et actualisera le schéma des enseignements artistiques.

Des moyens en ingénierie seront déployés pour les conservatoires afin de leur permettre d'initier des projets expérimentaux et de mettre en œuvre la coopération entre les écoles de musique à l'échelle de chaque bassin de vie.

La primauté de l'éducation artistique et culturelle réaffirmée

L'éducation artistique et culturelle est un axe prioritaire du Schéma de la culture comme de la Convention de développement culturel signée avec la DRAC.

Les actions du dispositif "Artistes au collège" déjà très nombreuses (120 parcours et 22 résidences en 2021) sont complétées par 7 parcours thématiques. Les thèmes retenus sont l'égalité femme/hommes, l'éducation à l'image, la prévention des risques auditifs, la maîtrise de l'expression orale, le corps en mouvement, l'image de soi.... Le contenu des parcours thématiques a été élaboré par les artistes en lien avec les lieux culturels partenaires. Ces parcours ont été plébiscités par les enseignants. Une vingtaine de classes sont inscrites dans ce dispositif pour l'année scolaire 2021/2022.

Les projets phares de la convention de Développement culturel Gard/Ministère de la Culture

Les « résidences de territoire » inscrites au plan d'action annexé à la « Convention de développement culturel » Département/Drac seront reconduites en 2022.

Ces projets cofinancés par les deux partenaires suscitent des dynamiques inédites, irriguent les zones où l'offre culturelle est peu développée et encouragent les artistes à conduire des actions culturelles singulières en direction de tous les publics. Le programme d'action de la convention est également axé sur le développement de nouveaux « tiers-lieux » afin de pérenniser ces expérimentations inédites, de décroïsonner les pratiques, de favoriser les synergies entre professionnels et l'implication des citoyens dans la culture.

Trois types d'aides en direction des arts visuels :

Des dispositifs en direction des arts visuels sont développés afin de soutenir ces champs artistiques au même titre que ceux du spectacle vivant.

Les nouvelles bourses individuelles d'artistes permettent d'aider les acteurs de la filière des arts plastiques à créer leurs œuvres.

Par ailleurs, l'aide à l'équipement des lieux d'exposition (cimaises, équipements son, lumière...) développée en 2022 offrira aux plasticiens des lieux dotés de conditions techniques optimales pour présenter leur travail.

De plus, le hall d'accueil de la Maison Départementale devient un espace d'exposition pour les plasticiens et offre un accès à l'art pour les usagers des services départementaux.

Des dispositifs pour soutenir la professionnalisation en musiques actuelles :

En matière de professionnalisation des artistes, le Conseil départemental a renforcé, dans le champ des musiques actuelles, le dispositif "Before" en y adossant aujourd'hui « Tour de Chauffe », une tournée régionale qui offre aux artistes émergents la possibilité de se faire connaître en Occitanie.

Pour favoriser la diffusion des artistes gardois le Conseil départemental établit également un partenariat renforcé avec la Fédération des Musiques Actuelles du Gard qui fédère l'ensemble des acteurs des musiques actuelles du Département

### **Développer et déployer de nouveaux outils numériques (Archives départementales)**

Dans la dynamique du schéma départemental sur les archives, la direction des Archives départementales projette en 2022 de renforcer ses actions sur le territoire en s'appuyant sur les nouveaux outils numériques.

En 2022, elle élargira dans ce cadre son offre culturelle et pédagogique à distance via son nouveau site internet. Par la mise en ligne de milliers de pages d'archives, de nouvelles collections et notamment des délibérations des communautés d'habitants. Outre des outils et des productions pédagogiques téléchargeables, de nombreux ateliers déportés sur le territoire gardois, grâce notamment à l'équipement d'un écran tactile et de tablettes numériques, seront déployés sur place tant dans les communes que dans les collèges. Ces actions permettront de toucher un public plus large et plus éloigné.

Dans le bâtiment, une nouvelle exposition sur l'eau ainsi qu'une commémoration du cinquantième anniversaire de l'obtention du prix Goncourt par l'écrivain Jean Carrière seront proposés à la rentrée 2022.

De nombreux partenariats seront engagés dans le cadre de ces manifestations

### **Elaborer un nouveau Schéma départemental de la lecture publique DLL**

En 2022, la DLL met en œuvre le nouveau Schéma départemental de la lecture publique (2021-2025) en accompagnement du réseau des bibliothèques au service des usagers gardois. Développement de réseaux de proximité facilitant l'offre de lecture publique l'ensemble des gardois

Mise en circulation d'un nouveau Bibliobus aménagé pour des actions de médiation autour de la lecture publique auprès des bibliothèques dans les territoires gardois.

Pour rappel, l'acquisition de ce véhicule a bénéficié d'une subvention de l'État (DRAC Occitanie) à hauteur de 65%

Pour la troisième année, dans le cadre du Contrat départemental Lecture-itinérance 2020-2022 (CDLI) conclu avec l'État (DRAC Occitanie), le Conseil départemental proposera des actions mutualisées de la DLL et du service culture de la DEJCS en faveur de la lecture publique sur les territoires. Par des rencontres d'auteurs, des ateliers d'écriture, la découverte d'expositions..., le Conseil départemental participera au déploiement d'actions de sensibilisation à la lecture et à l'écriture en direction de publics qui en seraient éloignés, et par là-même prioritaires.



## **Ouvrir à tous le Musée d'arts sacrée**

Répondant aux politiques départementales en faveur de l'égalité et de l'action éducative et culturelle, l'accessibilité est au cœur du projet d'établissement de la direction de la conservation du Gard. La prise en compte de tous les publics (familial, en situation de handicap, issu du champ social, etc...) et le développement d'une médiation inclusive sont des enjeux forts de sa politique.

A ce titre, l'équipe du musée d'art sacré du Gard (Pont-Saint-Esprit) s'est engagée en 2021 dans un projet visant à améliorer les conditions d'accueil des publics et favoriser la compréhension des collections et du monument historique. Après une première phase d'évaluation/diagnostic complétée d'une enquête publique et de la prestation d'un cabinet d'étude, 2022 verra la mise en œuvre de deux chantiers :

Un chantier portant sur le réaménagement de l'accueil – mise aux normes de la banque d'accueil et des sanitaires (accès PMR), développement de la boutique et création de vestiaires.

Un chantier visant à réviser la muséographie et les supports de médiation du parcours permanent : réaménagements de certaines sections, refonte des dispositifs de médiation écrits et développement d'une médiation numérique.

## **Sport : l'épanouissement de tous et partout à travers le sport, une priorité départementale**

Avec 170 000 Gardois.es licencié.es dans un club sportif, la pratique sportive fait évidemment partie des domaines soutenus par le Département.

En mars 2020, le Département a reçu le Label « Terre de Jeux 2024 » avec pour objectifs, la valorisation de sa politique de « sport pour tous et partout », en s'inscrivant dans les 3 piliers : célébration (pour faire vivre les émotions autour du sport), héritage (pour mettre plus de sport dans le quotidien) et engagement (pour animer et développer la communauté « Terre de Jeux »).

Ce Label est le fil rouge de la politique sportive et permet non seulement de mettre en lumière les nombreuses actions déjà existantes et soutenues par le Département, mais aussi d'en développer certaines ou d'en créer de nouvelles.

Ce Label TDJ permet également d'y associer d'autres politiques départementales, tournées vers le développement durable, la jeunesse, l'environnement, le tourisme, les solidarités...

Parmi les axes prioritaires de la politique sportive départementale, on peut citer : Permettre l'égalité d'accès aux pratiques en réduisant les exclusions (par le sport handicap notamment), en soulignant le dynamisme du Gard en termes d'offres de pratiques « adaptées », de comités et clubs structurés et de soutien par notre politique départementale.

On compte 2 comités de sport handicap (handisport et sport adapté) dans le Gard, pour près de 40 associations et 70 actions de sport handicap aidés.

Soutenir les associations sportives structurantes (comités, clubs formateurs et de performance...), soit 30 clubs et 60 comités dans le Gard. On y retrouve par exemple l'USAM, le RCN, mais aussi l'Aviron de Beaucaire ou le VTT à Calvisson.

Dans tous les aspects de sa politique sportive, le Conseil départemental s'engage à : Accompagner l'animation et le développement du territoire par l'aide aux manifestations sportives, du niveau local au niveau international. On y retrouve les Activités de Pleine Nature avec notamment les 3 challenges gardois : les Trails, les duos nocturnes et le VTT, soit 130.000 participants et 130.000 € investis.

D'autres événements importants sont attendus pour 2022 : le Tournoi International de tir à l'arc à Nîmes en janvier, la 52ème édition de l'Étoile de Bessèges, etc.

#### ➤ **Un nouveau projet pour le centre sportif de Méjannes-le-Clap**

Ce projet vise à ce que le centre redevienne la vitrine de la politique sportive du département ainsi que le fleuron de l'attractivité touristique du territoire.

Cela passe par un projet ambitieux de rénovation et d'adaptation des locaux et équipements sportifs d'Espace Gard découverte en 2022, conformément au dossier de candidature déposé et à l'engagement du Conseil départemental auprès du Comité olympique et sportif.

Dès 2023, l'hébergement et les installations sportives nécessaires pour accueillir des équipes des JO dans les meilleures conditions seront disponibles.

Par ailleurs, le projet consiste en une reconversion de l'offre vers un public touristique plus classique, le développement d'un pôle vélo et la conversion des infrastructures pour accueillir des sports plus ludiques adaptés au site départemental du massif des gorges de la Cèze.

#### **f. Agir pour mieux lutter contre les risques**

Le Gard subit les conséquences de nombreux risques naturels, notamment les incendies et les inondations.

C'est pourquoi le Conseil départemental se montre attentif et vigilant en accompagnant les services concernés

Concernant le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Gard (SDIS 30), le Conseil départemental a signé avec ce dernier une convention pluri-annuelle de partenariat. Cette

convention, qui a fait l'objet d'un avenant en date du 30/06/2021, définit notamment les modalités financières de la participation financière du Conseil départemental du Gard au SDIS pour la période 2020-2022.

Ainsi au budget primitif 2022, devront être inscrits :

- Au titre de la contribution départementale de fonctionnement : 47 801 78 €  
possiblement majorés le cas échéant de l'évolution du taux d'indice des prix à la consommation ;
- Au titre de la subvention départementale d'équipement : 5 000 000 €.

Le Conseil départemental aide à l'entretien des 200 DFCI gardois, organise des campagnes de communication et autant d'actions pour "prévenir plutôt que guérir". En complément du dispositif d'aide à la normalisation, un nouveau dispositif d'accompagnement des EPCI à compétences DFCI sera proposé afin d'encourager l'entretien coordonné des ouvrages normalisés (pistes et points d'eau) à l'échelle des grandes zones paysagères et des sylvo-éco-régions du Gard.

Le Conseil départemental accompagne également l'investissement pour prévenir le risque inondation avec des aides spécifiques. Sans oublier l'investissement, l'entretien et l'exploitation des 5 barrages écrêteurs de crue du Gard - Ceyrac, Conqueyrac, La Rouvière, Sainte-Cécile-d'Andorge et Sénéchas - dans le cadre des conventions liant le Conseil départemental aux structures compétentes en matière d'inondations (GEMAPI).

Le Conseil départemental finalisera en 2022 le dossier d'autorisation environnementale unique du projet de sécurisation du barrage de Sainte Cécile d'Andorge sur le bassin du Gardon d'Alès et poursuivra l'élaboration du projet de sécurisation du barrage des Pises au cœur du Parc National des Cévennes.

Dans un contexte de changement climatique, les événements de type sécheresse, inondations touchent de manière récurrente et intenses notre Département. Afin de renforcer notre réactivité dans l'aide à la reconstruction, le Conseil départemental proposera en 2022 un nouveau dispositif permanent d'aide pour la reconstruction des voiries, réseaux et pistes DFCI normalisées, et le dotera d'un fonds de soutien exceptionnel.

### 3) Relier les personnes et les territoires

#### **a. Soutenir une vie associative de proximité**

Dans le cadre de 7 contrats de ville, le Conseil départemental s'engage à mobiliser ses interventions de droit commun sur les quartiers prioritaires afin de leur offrir un même niveau de services et de prestations que sur les autres quartiers.

L'implication du Conseil départemental dans ces contrats de ville se traduit notamment par un fort soutien aux associations. Au-delà de la mobilisation des politiques de droit commun, la collectivité départementale soutient les actions réalisées dans le cadre des contrats de ville au moyen d'un outil financier unique : le Fonds de Développement Social (FDS).

C'est à ce titre que, tous contrats de ville confondus, 262 porteurs d'actions (dont 246 associations) ont été financées en 2021 par le Conseil départemental pour un montant total de subventions de 1 286 500 €. Cela représente 600 actions.

L'engagement de la collectivité dans les contrats de ville sera confirmé en 2022 avec en priorité les actions concernant la jeunesse, l'éducation à la citoyenneté, l'emploi, le logement, la lutte contre la fracture numérique et l'accès aux droits, particulièrement l'accès à la santé. Cet engagement se traduit notamment dans les Protocoles d'engagement réciproques renforcés signés avec les partenaires et venant proroger la durée des contrats de ville sur les années 2021 et 2022.

A noter qu'en 2021 le plan pauvreté est venu apporter son soutien, comme en 2020, aux actions mises en œuvre dans les quartiers à hauteur de 24 500 € ; cette logique sera poursuivie en 2022.

Sont rattachés à la Politique de la Ville en 2022 suite à la nouvelle répartition des délégations, le financement des centres sociaux (sur ce point, il est proposé le financement d'un nouveau centre social à Saint Geniès de Malgoires qui porterait le nombre des centres sociaux à 29) et de la prévention spécialisée.

## **b. Mieux circuler et se déplacer**

### **Déployer le Plan de Mobilité de l'Administration (PDMA)**

Le Conseil départemental a mis en place pour son administration un PDMA. Après la mise en œuvre des formules « mobilité » pour les agents puis la mise en place du forfait de mobilité durable en 2021, le déploiement du Plan se poursuit avec la mutualisation et la rationalisation de la mobilité professionnelle, intégrant une mise en pool du parc de véhicules professionnels, le renforcement de la flotte de vélos et l'accès aux transports en commun pour les déplacements professionnels. Le verdissement de la flotte sera poursuivi en 2022, notamment par le renforcement de la flotte des vélos à assistance électrique déployés dans les sites volontaires. L'accessibilité des lieux d'accueil du public par les transports en commun, et la poursuite du déploiement du télétravail à domicile ou des réunions en distanciel, initiées en raison des contraintes sanitaires, participeront de cette démarche.

L'augmentation de l'usage de véhicules électriques par la collectivité nécessitera de poursuivre en 2022 le déploiement des bornes de recharge sur les sites départementaux. En parallèle, des réponses seront à apporter aux agents pour offrir les moyens de charge à proximité de leur lieu de travail.

## **Préparer les mobilités de demain : un nouveau schéma des mobilités**

Afin de garantir des déplacements plus faciles, plus durables et plus sûrs pour les Gardois.e.s, le Conseil départemental va élaborer dans les prochains mois un Schéma des mobilités, en lien avec les territoires, qui permettra de fixer les orientations stratégiques mais également budgétaires du Conseil départemental pour les prochaines années.

De plus, poursuivant son investissement pour un maillage efficient du territoire pour la régie routière départementale, le Conseil départemental poursuit le déploiement de pôles d'entretien routier avec, en 2022, l'implantation d'un nouveau Pôle d'Entretien Routier à Camprieu et le lancement d'un nouveau site à Pont d'Hérault.

Parallèlement, les investissements du Conseil départemental en matière de mobilité sont d'ores et déjà orientés selon quatre politiques publiques qui répondent aux enjeux de développement, de sécurisation, d'entretien du réseau routier départemental et de développement des mobilités alternatives.

Préparer le réseau gardois aux enjeux de demain : construction/participation/équipement des grandes infrastructures de mobilité.

La modernisation des grands axes de circulation nécessaires à la desserte du territoire, notamment du point de vue économique et touristique sera poursuivie en 2022 avec notamment des études ou travaux sur les déviations des grandes agglomérations et la modernisation d'axes stratégiques pour le département telle la RD999 à l'est et à l'ouest de Nîmes.

Exploiter, entretenir et gérer le patrimoine routier :

Une part conséquente du budget sera consacrée à la réduction de la dette grise du réseau, avec l'entretien lourd de plusieurs sections de routes fortement sollicitées par du trafic Poids lourds et la réparation de grands ouvrages d'art.

Les réparations induites par les intempéries 2020-2021 seront également poursuivies.

Enfin, les efforts de la collectivité pour la modernisation de la régie routière, en charge de l'entretien de plus de 4 700 km de routes et voies vertes départementale seront également reconduites, avec le maintien de la modernisation des locaux et des matériels de la régie.

Moderniser et sécuriser les déplacements quotidiens :

Les déplacements du quotidien restent au cœur des priorités avec des niveaux d'investissement maintenus pour la sécurisation des routes départementales et l'aménagement des traversées d'agglomération des communes du Département. En outre, le budget 2022 prévoit la reconstruction du pont de Provence à Aigues Mortes, essentiel au fonctionnement du maillage routier du territoire gardois maritime.

Créer un réseau d'itinéraires cyclables structurant le territoire départemental :

La réalisation d'un maillage de voies vertes se poursuit dans le cadre du plan vélo, permettant aux territoires de développer des connexions locales sur la base de ces épine dorsales du réseau. Le linéaire de voies vertes devrait ainsi passer de 135 km à un peu plus de 168 km d'ici la fin de l'année 2022.

### **c. THD et la téléphonie partout et pour tous**

#### **Achever le déploiement du réseau public TDH WiGard**

Le Conseil départemental a décidé de déployer un réseau fibre optique appelé WiGard confié à un délégataire, la société Xp Fibre et sa filiale Gard Fibre.

L'objectif de raccorder les 257 000 logements et locaux d'activité de notre Département au FTTH (Fiber To The Home : la fibre jusqu'à la maison) sera atteint d'ici fin 2022.

Les travaux que nécessite ce grand projet ont débuté en 2019 et se poursuivent depuis.

Les 305 communes concernées par ce déploiement ont été ou sont concernées par ces travaux.

Les 49 NRO (Noeud de Raccordement Optique) prévus au projet ont été installés ainsi que la quasi-totalité des 720 (armoires de rues).

En 2021, ce sont 145 communes ouvertes à la commercialisation et plus de 150 000 locaux éligibles.

#### **Garantir la couverture des réseaux de Téléphonie Mobile**

Le programme appel à projets n°2 « Zones Blanches – Centres-Bourgs » s'est terminé en 2021 ; sous maîtrise d'ouvrage du Conseil départemental six pylônes ont été mis en service.

Un nouveau dispositif appelé « New Deal Mobile » a été mis en place par l'Etat. Le Conseil départemental est associé à l'équipe projet locale pilotée par la préfecture. Pour l'année 2021 le Gard a obtenu une dotation de 10 sites.

### **d. Garantir et simplifier des services de proximité**

#### **Ouvrir l'Espace Diderot au plus grand nombre**

Dans le cadre de son engagement dans le Plan de Lutte contre la pauvreté au titre de territoire démonstrateur, le Conseil départemental du Gard a souhaité créer un espace d'accueil humain et professionnalisé qui puisse répondre à des situations sociales complexes et offrir un accompagnement de qualité

C'est l'objectif du projet de requalification de l'ancien collège Diderot, situé dans les quartiers prioritaires de Pissevin et Valdegour à Nîmes, enclavé et ne répondant plus aux objectifs de mixité sociale qui fondent notre pacte républicain.

Il s'agit de la création d'une plateforme de services de proximité regroupés sur un même site, tant dans les domaines de l'insertion sociale et de la formation professionnelle.

Aux côtés du Département, on retrouve aussi des associations, la CPAM, la CAF, Pôle emploi ou encore la Maison de la Justice et du Droit. Avec ce projet unique en France, le Conseil départemental s'engage à assurer l'animation sociale du lieu et sa coordination, sur un territoire défavorisé et avec une forte volonté d'impliquer les publics et les partenaires.

Au sein de cet espace, les travaux se finaliseront en 2022, par la réalisation d'une cuisine adaptée au projet collectif et la rénovation des locaux destinés aux associations de quartier dans les anciens logements.

### **Poursuivre l'aménagement des centres médico-sociaux**

Le Conseil départemental poursuivra le réaménagement de ses espaces d'accueil du public dans plusieurs Centres Médico-Sociaux (CMS) et réaménagera les locaux du CMS de Quissac. Il poursuit l'optimisation de ses implantations en parallèle de la réflexion sur le schéma territorialisé de l'action sociale ; deux CMS sont en phase étude, à Villeneuve les Avignon, dans la perspective de relocalisation de services actuellement en location aux Angles et à Aramon et à Saint Hippolyte du Fort dans le cadre d'une relocalisation des services dans des locaux mieux adaptés.

#### **➤ Améliorer l'accueil et l'information des usagers gardois**

Enjeu majeur de la qualité des services publics, l'accueil des usagers constitue le levier privilégié de l'amélioration de la relation entre l'administration et les citoyens.

L'accueil est non seulement le premier point de contact de l'utilisateur avec les services publics mais aussi une étape indispensable au bon traitement de ses démarches ; depuis plusieurs années l'amélioration de la qualité de l'accueil s'impose comme un enjeu de modernisation de l'administration tant pour les usagers que pour les agents.

Avec l'évolution de l'organisation de notre accueil téléphonique, à partir de la pérennisation de la hotline social mise en place durant le confinement de début 2020, l'objectif est :

- d'améliorer le service rendu, en complémentarité de l'accueil téléphonique assuré par les CMS et la MDPH, en répondant aux attentes des usagers : prise en charge d'un plus grand nombre d'appels, entretien de bonne qualité relationnelle, réponse personnalisée et précise, qu'il s'agisse d'informations générales préalables à l'accomplissement de certaines formalités (horaires d'ouverture, pièces à fournir, adresse, ...) ou d'éclaircissements sur une situation administrative personnelle et orientations des demandes vers les territoires si celles-ci ne peuvent pas être traitées immédiatement.
- d'apporter, à moyen terme, un premier niveau d'information aux gardois et gardoises sur l'ensemble des compétences de la collectivité départementale.

De manière plus globale, l'amélioration de la qualité de l'accueil telle qu'engagée pour l'accueil physique sur les trois sites centraux de la collectivité - HDD/MDD/MD et de l'accueil téléphonique de tous les gardois, doit permettre aux usagers (quelle que soit la compétence départementale concernée) :

- d'obtenir un meilleur service (plus rapide, fiable, simple, disponible, ...),
- d'avoir la garantie d'un bon accès au service (déplacement, compréhension, temps consacré),
- d'être accueilli dans une relation de confiance et de proximité avec l'administration (autonomie, personnalisation, accompagnement attentionné en cas de difficulté).

L'amélioration de l'accueil des services départementaux sur l'ensemble du territoire gardois constitue un véritable enjeu pour notre collectivité notamment dans le cadre du projet de création des maisons départementales.

### **Des « Maisons du Conseil départemental »**

Dans la perspective d'améliorer la visibilité du Conseil départemental et de renforcer sa présence sur l'ensemble du territoire gardois, un projet de création de maisons départementales territorialisées sera engagé. L'objectif de ce projet est de rapprocher l'action du Conseil départemental des usagers en proposant un service de proximité qui répondra à leurs attentes et qui leur permettra d'accéder à leurs droits.

Une réflexion sera donc engagée pour définir notamment les territoires et les champs d'actions de ces futures maisons départementales.

On pourrait y retrouver : un accueil de qualité qui permettrait de mieux informer, conseiller et orienter les citoyens, une proximité sociale, des tiers lieux numériques, des espaces de travaux pour les conseillers départementaux, ...

### **Faire vivre la démocratie locale dans la concertation et la transparence (Open data)**

Depuis le 7 octobre 2018 (Cf. la loi pour une République numérique du 7 octobre 2016), l'obligation d'Open Data est entrée en vigueur pour toutes les collectivités locales de plus de 3 500 habitants et 50 agents.

Désormais, les collectivités concernées doivent publier, dans un standard ouvert et aisément réutilisable, toutes les données publiques qu'elles produisent.

L'Open Data permet de :

- Renforcer la confiance des citoyens envers les administrations grâce à plus de transparence,
- Améliorer l'efficacité de l'action publique,
- Produire de la valeur économique et sociale en interconnectant les données existantes.

En termes d'organisation, le Conseil départemental est tenu de :

- Cartographier et prioriser les données à publier,



- Transformer les données pour les mettre à disposition dans un format ouvert et réutilisable,
- Automatiser la production des données,
- Publier ses données sur une plateforme Open Data normée.

A ce jour, la DISI s'organise pour proposer un certain nombre de données et l'effort se poursuit pour les années à venir.

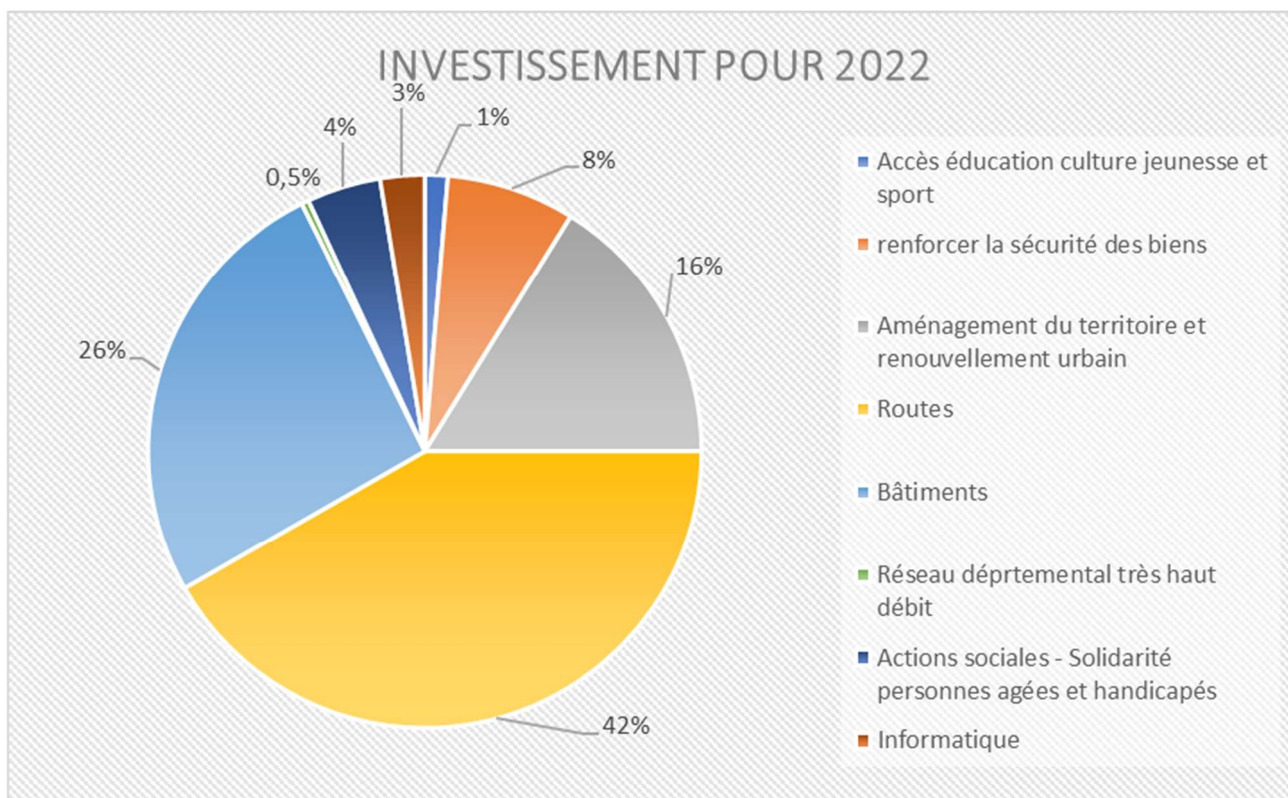
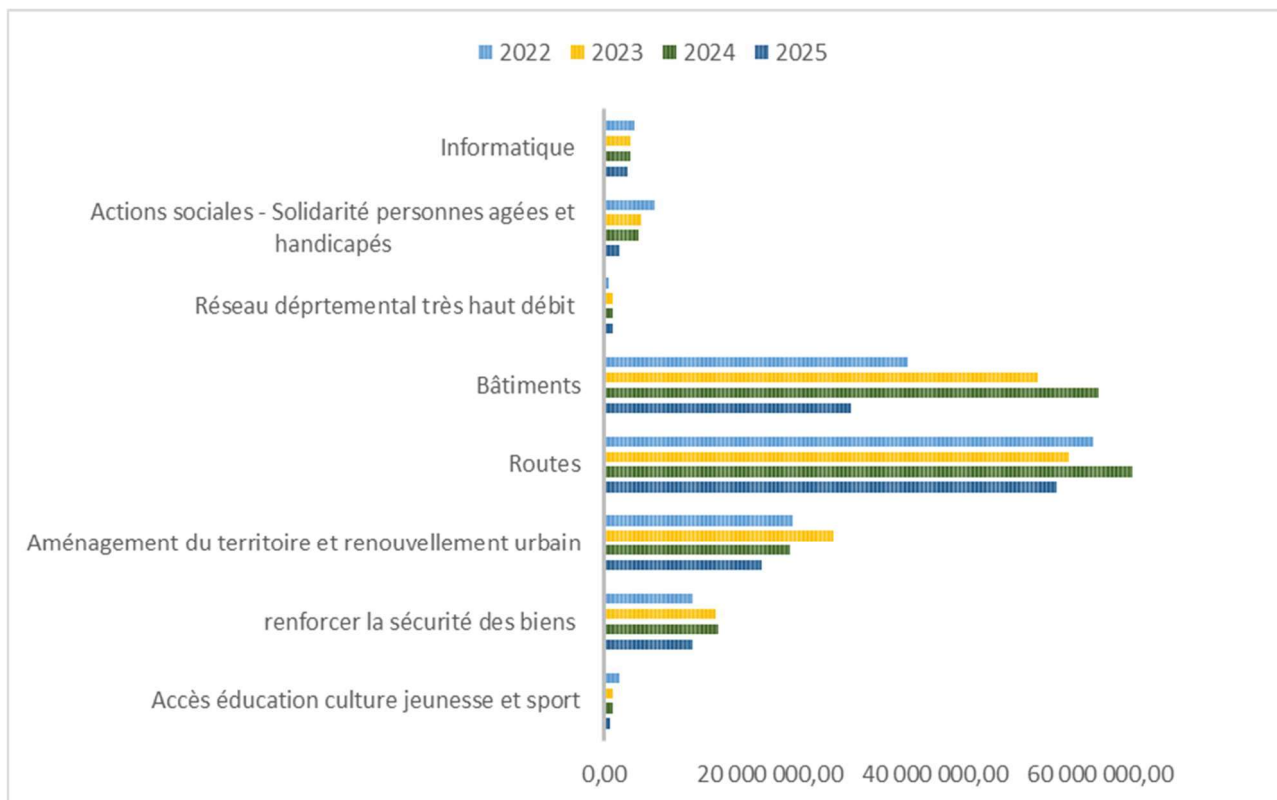
## **D. Programmation pluriannuelle d'investissement**

Pour mener une politique d'investissement ambitieuse au bénéfice des territoires, le Conseil départemental a planifié la réalisation de différentes opérations permettant ainsi de disposer d'une visibilité à moyen terme sur l'évolution prévisionnelle des crédits, en fonction des projets retenus. Cette programmation reflète les orientations souhaitées.

L'estimation des crédits d'investissement prévisionnel nécessaires fait objet d'actualisations régulières, afin de faire coïncider la programmation à l'état d'avancement physique des opérations projetées.

La programmation actuelle d'un montant d'environ 142 M€ doit tenir compte du rythme effectif d'avancement des études et des travaux réalisés. Dans ces conditions, le niveau des dépenses d'investissement attendu en 2022 devrait être équivalent à celui voté au budget primitif 2021, soit environ 135 M€, hors remboursement du capital de la dette.

Actuellement, les principaux éléments de la programmation d'investissement peuvent se résumer de la manière suivante :



La programmation d'un montant avoisinant les 142 M€ pour 2021 présente la répartition suivante :

3,7 M€ seraient dédiés en 2022 au renforcement des systèmes d'information des services départementaux.

La politique de l'autonomie en faveur des personnes âgées et des personnes en situation de handicap représenterait 6,6 M€ en 2022. Cette augmentation par rapport à 2021 est liée à l'avancement des travaux de construction et de restructuration des établissements d'accueil pour lesquels le Département apporte son soutien financier.

Environ 23 M€ pour l'aménagement du territoire et le renouvellement urbain dont :

- Près de 6 M€ consacrés au renouvellement urbain et à des projets de réhabilitation et structurants ;
- Plus de 11 M€ destinés au Pacte pour les Gardoises et les Gardois
- 6 M€ pour favoriser la prospérité et l'équilibre des territoires par des soutiens aux équipements communaux, les subventions versées aux collectivités locales dans le cadre des projets eau et assainissement et les aides apportées à l'irrigation agricole. En 2021, ce secteur avait connu une forte augmentation résultant d'une montée en puissance de certains projets pour lesquels le Conseil départemental s'était engagé. 59 M€ d'investissement pour le réseau routier. Il s'agit essentiellement des crédits consacrés à la reconstruction, l'entretien des voies et les rénovations d'ouvrage. Certains projets d'envergure sont en cours de réalisation, notamment la desserte du bassin Vignais, la liaison Nîmes Beaucaire ainsi que la réalisation de voies vertes.

Pour l'attractivité du territoire seraient investis 36,7 M€ dans les bâtiments, dont :

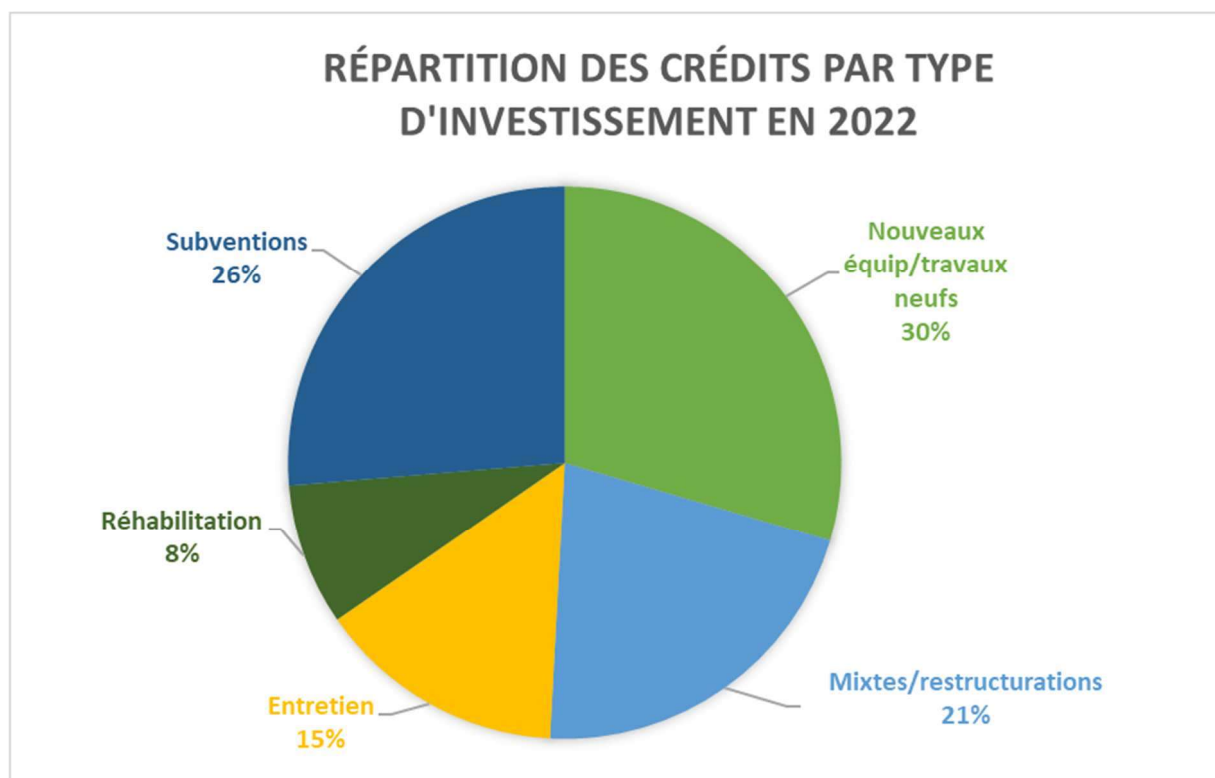
- 19 M€ pour les travaux dans les collèges publics (dont celui de Remoulins actuellement en construction). Les investissements s'articulent autour des thématiques liées à la construction et à la reconstruction des bâtiments, à leur maintenance et à la poursuite de la mise en accessibilité, ainsi qu'aux évolutions et à la transition énergétique.
- 17,7 M€ pour les bâtiments départementaux : il s'agit essentiellement d'opérations de mise en sécurité des bâtiments, de travaux liés à la performance énergétique et à de grosses réparations sur le patrimoine.

Le financement du projet de déploiement du Très Haut Débit devrait se stabiliser aux alentours de 600 000 € en 2022.

Près de 2 M€ seraient consacrés au projet favorisant le développement de l'accès à la culture et au sport et pour garantir l'égalité des chances.

En 2022, une enveloppe de plus de 5,6 M€ serait consacrée à la protection des biens et des personnes contre les inondations et à la protection des espaces naturels sensibles, acquisitions foncières, travaux d'entretien du patrimoine naturel...

Types d'investissement	2022	2023	2024	2025
Nouveaux équip/travaux neufs	41.9 M€	53.8 M€	60.9 M€	49.4 M€
Mixtes/restructurations	30.2 M€	37.1 M€	47.1 M€	20.2 M€
Entretien	20.6 M€	19.7 M€	19.9 M€	19.8 M€
Réhabilitation	11.8 M€	5.8 M€	5.7 M€	4 M€
Subventions	37.3 M€	43.2 M€	36.2 M€	27.7 M€
TOTAL	141.8 M€	159.8 M€	169.8 M€	121.1 M€



Plus de 50 % des crédits sont prévus d'être consacrés aux nouveaux équipements ou à des restructurations importantes du patrimoine. Cet effort particulier, déterminant pour le développement du territoire et la vitalité de l'économie gardoise, a été maintenu sur la période récente, pourtant fortement contrainte budgétairement.

Plus d'un quart des crédits devrait être consacré au versement de subventions auprès de nos partenaires. Ce ratio est en cohérence avec les engagements pris en matière de solidarités humaines et territoriales qui prend de manière générale la forme de subventions d'investissement pour les projets structurants.

Ce niveau des dépenses d'investissement doit également tenir compte de son financement par le recours à l'emprunt et veiller en conséquence à maintenir une capacité de désendettement correcte, et en tout état de cause inférieure aux 10 ans, tels que prévus par la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation pour les finances publiques 2018-2020. Or, il apparaît en analysant les exercices précédents (2012-2021) que le financement par l'emprunt couvre 50% des dépenses d'investissement (hors remboursement de la dette en capital).

Le Conseil départemental du Gard, qui entend soutenir l'activité économique du territoire, fait le choix de continuer à jouer un rôle moteur auprès des entreprises dans le secteur du BTP en maintenant un haut volume d'investissement.

En outre, le Conseil départemental doit également tenir compte des conséquences des intempéries issues de l'épisode cévenol qui a dramatiquement frappé son territoire lors du week-end des 19 et 20 septembre 2020 et du gel survenu durant les nuits des 7 et 8 avril 2021 et des intempéries de l'automne 2021. En effet, face à l'ampleur des dégâts, la collectivité départementale se doit de jouer pleinement son rôle de soutien et de solidarité territoriale tant vis-à-vis des communes et EPCI les plus touchés, en plus de ses propres interventions à réaliser avec des travaux de remise en état des infrastructures routières, que des agriculteurs sinistrés.

Dans ces conditions, le niveau des dépenses d'investissement à inscrire au budget primitif 2022, avoisinerait les 135 M€, hors remboursement du capital de la dette.

## II. LA DETTE DEPARTEMENTALE

Le recours à l'emprunt est rendu nécessaire pour financer la part des dépenses d'investissement. Aussi, son encours doit s'appréhender au regard des dépenses d'investissement réalisées.

En M€	Dépenses d'Investissement	Emprunts Nouveaux	
2012	125,8	26,4	21%
2013	137,1	83,5	61%
2014	145,9	125,2	86%
2015	132,1	85,6	65%
2016	105,2	55	52%
2017	94,2	10	11%
2018	122,2	55	45%
2019	119,8	70	58%
2020	110	60	55%
2021*	125	35	28%
2022*	135	50	37%

\*estimations

Moyenne 2012/2015	135,2	80,2	58 %
Moyenne 2016/2021	112,7	47,5	42 %
Moyenne 2012/2021	121,7	60,6	50 %

Compte tenu des volumes de dépenses d'investissement réalisés, des emprunts nouveaux ont été mobilisés, et l'encours de dette s'en est trouvé, de fait, impacté.

En 2021, sur une base d'environ 125 M€ de dépenses réelles d'investissement, le recours à l'emprunt 2021 devrait être de l'ordre de 35 M€.

	2017	2018	2019	2020	2021*	2022*
Dettes réelles au 31/12/N	427,3 M€	447,7 M€	481,0 M€	501,6 M€	496,5 M€	<b>502,5 M€</b>
dont Souscription d'Emprunts nouveaux	10,0 M€	55,0 M€	70,0 M€	60,0 M€	35,0 M€	<b>50,0 M€</b>
dont Remboursement d'Emprunts	46,6 M€	34,6 M€	36,7 M€	39,4 M€	40,1 M€	<b>44,0 M€</b>
dont Variation de la Dette réelle	- 36,6 M€	+ 20,4 M€	+ 33,3 M€	+ 20,6 M€	- 5,1 M€	<b>+ 6,0 M€</b>
Dettes assimilées **	14,6 M€	14,1 M€	13,6 M€	23,1 M€	12,1 M€	<b>11,6 M€</b>
Dettes totales (réelles & assimilées)	441,9 M€	461,8 M€	494,6 M€	524,7 M€	508,6 M€	<b>514,1 M€</b>

\* Estimations

\*\* Dette assimilée en 2022 : 11,6 M€ (BEA gendarmerie)

Il est à noter également que la dette départementale est classée 1A sur la Charte Gissler, ce qui correspond au meilleur classement possible, car il est considéré que ces emprunts présentent un risque faible, l'encours de la dette ne présentant pas de risque particulier.

Tous les emprunts récemment mobilisés l'ont été sur la base de taux fixe, qui sont, par ailleurs, actuellement très bas, et qui de fait ne présentent aucun risque d'inflation. Dans le contexte actuel de taux historiquement bas qui ne pourront qu'augmenter à l'avenir, recourir à l'emprunt peut également apparaître comme un enjeu de stratégie financière devant permettre d'éviter un financement des investissements départementaux futurs à des taux plus conséquents ; l'important est aussi de demeurer dans une capacité de désendettement acceptable.

Au budget primitif 2022, le montant figurant au titre des recettes relatives à des emprunts nouveaux sera d'un montant supérieur au montant de 50 M€, afin de tenir compte de « l'emprunt d'équilibre » nécessaire à l'équilibre de la section d'investissement dans l'attente de l'affectation du résultat lors de l'adoption du budget supplémentaire.

### III. LES GRANDS EQUILIBRES

La santé financière d'une collectivité départementale s'apprécie principalement au regard de trois principaux indicateurs que sont l'épargne brute, l'épargne nette et la capacité de désendettement.

Ces indicateurs ne sont mesurables qu'au Compte Administratif, une fois l'exercice clos.

**L'épargne brute** est définie comme la différence entre les recettes réelles de fonctionnement (hors produits de cession) et les dépenses réelles de fonctionnement. Elle mesure la richesse que dégage annuellement la collectivité.

	2018	2019	2020	2021*	2022*
	En M€	En M€	En M€	En M€	En M€
Recettes de Fonctionnement	851,1	891,4	909,8	910,0	900,0
Dépenses de Fonctionnement	777,5	803,3	812,4	847,0	840,0
Epargne Brute	73,6	88,0	97,3	63,0	60,0
Taux d'Epargne Brute	8,64%	9,88%	10,70%	6,92%	6,67%

\*Estimations (Orientations BP pour 2022, CA estimé pour 2021 et CA pour les exercices précédents)

Les estimations en ce qui concerne les recettes sont appréhendées, tant en ce qui concerne le compte administratif 2021 que les orientations pour le budget primitif 2022, de manière très prudente, de sorte que les niveaux d'épargne brute indiqués dans ces estimations constituent des minimums.

Dans ces conditions, le niveau de l'épargne brute, qui indique la part des recettes de fonctionnement qui peut être consacrée à l'investissement ou au remboursement de la dette (ayant servie précédemment à investir), est toujours appréciable, bien qu'en diminution compte tenu de la diminution plus forte des recettes que des dépenses.

La baisse de l'épargne brute a notamment pour cause l'augmentation des dépenses pour lesquelles le Conseil départemental ne peut assurer une quelconque maîtrise comme les AIS. Pour les AIS, cette analyse se trouve confirmée au regard du reste à charge.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	CA	CA	CA	CA	BP+BS+DM	BP
DEPENSES AIS	257 421 669,11	260 285 376,20	270 299 317,39	283 268 042,83	288 330 685,93	286 585 000,00
COMPENSATIONS AIS	143 966 417,60	144 605 834,86	144 145 734,64	146 631 859,67	144 374 520,00	141 832 717,00
RESTE A CHARGE BRUT	113 455 251,51	115 679 541,34	126 153 582,75	136 636 183,16	143 956 165,93	144 752 283,00
COMPENSATIONS COMPLEMENTAIRES AIS	30 207 410,45	30 530 279,29	33 430 369,99	32 849 352,79	33 682 372,78	33 801 418,78
RESTE A CHARGE NET	83 247 841,06	85 149 262,05	92 723 212,76	103 786 830,37	110 273 793,15	110 950 864,22

\*Estimations (Orientations BP pour 2022, Total crédits pour 2021 et CA pour les exercices précédents)



Le taux d'épargne brute (épargne brute sur recettes de fonctionnement) indique la part des recettes de fonctionnement qui ne sont pas absorbées par les dépenses récurrentes de fonctionnement. Il est généralement admis qu'un ratio autour de 8% est satisfaisant.

Pour l'avenir, il convient de maintenir un niveau d'épargne brute le plus important possible grâce à une maîtrise des dépenses de fonctionnement (sur l'ensemble des domaines où la collectivité dispose de marges de manœuvre), dont la baisse attendue doit être supérieure à la diminution attendue des recettes de fonctionnement.

**L'épargne nette**, quant à elle, mesure la richesse restant à la collectivité une fois le remboursement en capital de la dette effectuée. De l'épargne brute est donc déduit l'amortissement des emprunts effectué chaque année.

	2018	2019	2020	2021*	2022*
	En M€	En M€	En M€	En M€	En M€
Epargne Brute	73,6	88,0	97,3	63,0	60,0
Taux d'Epargne Brute	8,64%	9,88%	10,70%	6,92%	6,67%
Remboursement d'emprunt	34,6	36,7	39,9	51,0	44,0
Epargne Nette	39,0	51,3	57,4	12,0	16,0

\*Estimations (Orientations BP pour 2022, CA estimé pour 2021 et CA pour les exercices précédents)

Au regard du volume conséquent des dépenses réelles d'investissement, il est nécessaire de devoir recourir à un financement par l'emprunt nouveau, et donc d'augmenter les annuités futures de remboursement d'emprunts, ce qui risque de dégrader l'épargne nette, sauf à améliorer l'épargne brute.

**La capacité de désendettement** qui se mesure par le ratio capital restant dû sur épargne brute doit normalement être inférieure à 10 ans pour les départements. Ce principe a été rappelé dans le cadre du Pacte financier.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021*	2022*
Dettes Réelles (en M€)	439,8	461,0	427,3	447,7	481,0	501,6	496,5	502,5
Dettes Réelles et Assimilées (en M€)	445,4	436,8	441,9	461,8	494,6	524,7	508,6	514,1
Epargne Brute (en M€)	60,2	96,4	83,8	73,6	88,0	97,4	63,0	60,0
Capacité de désendettement (dettes réelles)	7,3 ans	4,8 ans	5,1 ans	6,1 ans	5,5 ans	5,2 ans	7,8 ans	8,4 ans
Capacité de désendettement (dettes réelles et assimilées)	7,4 ans	4,8 ans	5,3 ans	6,3 ans	5,6 ans	5,4 ans	8,0 ans	8,6 ans

\*Estimations (Orientations BP pour 2022, CA estimé pour 2021 et CA pour les exercices précédents)

Dans les conditions, d'une part, d'une diminution de l'épargne brute (estimée de manière prudentielle), et, d'autre part, d'un maintien d'un haut niveau d'investissement pour soutenir l'activité économique nécessitant un financement par recours à l'emprunt, la capacité de désendettement se dégrade légèrement.

L'augmentation maîtrisée de l'encours de dette est une nécessité pour pouvoir continuer d'investir à un niveau conséquent pour le bénéfice des gardoises et des gardois.

## IV. LES RESSOURCES HUMAINES

L'année 2022 doit permettre de poursuivre la politique en matière de ressources humaines menée depuis le début du mandat et dans le prolongement de l'audit organisationnel :

Poursuite du télétravail : le principe est de développer une administration réversible en fonction des conditions sanitaires,

Mise en œuvre du dispositif de soutien en faveur de la jeunesse autour de 3 composants stratégiques :

- Promouvoir et favoriser le recrutement d'apprentis,
- Engager le département en qualité de structure d'accueil pour le recrutement de conseillers numériques (dans la limite de 10),
- Soutenir l'emploi saisonnier (dans la limite de 150 emplois).

Développement d'actions internes de lutte contre les agissements et les propos sexistes,

Maintien de la politique de déprécarisation et de revalorisation des agents contractuels,

Sensibilisation et développement d'actions contre les risques psycho-sociaux,

Poursuite d'un programme ambitieux en matière de recrutement et de parcours des agents en situation de handicap.

Par ailleurs, conformément aux recommandations de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) dans son rapport 2020, deux projets importants seront mis en œuvre courant de l'année 2021 :

### A. Le Rifseep

La mise en place du nouveau régime indemnitaire, partie obligatoire, est prévue au 01/02/2022. Ce dispositif est le fruit d'un travail collaboratif et d'une démarche progressive qui a permis une meilleure appropriation du mécanisme et a donné le temps à la concertation et à la discussion. La méthodologie déployée a été fondée sur le retour d'expérience d'autres collectivités territoriales.

## B. Le Temps de Travail

La CRC précise qu'un meilleur contrôle du temps de travail et une réforme des règles applicables pour les jours de congés et les heures supplémentaires permettraient de réaliser des économies de gestion. Aussi, un logiciel de gestion du temps de travail a été acquis courant de l'année 2021 pour en assurer un meilleur contrôle et mettre en œuvre les procédures dématérialisées qui en découlent (exemple : pose de congés annuels par voie dématérialisée en lieu et place de la voie papier qui est le dispositif existant).

D'autres dispositifs sont prévus également tels que :

L'ajustement des règlements de la mobilité interne et de la formation,

La révision du règlement fixant les règles d'avancement de grade et de promotion interne

La mise en place des élections professionnelles en lien avec les nouvelles dispositions sur la fusion des instances paritaires,

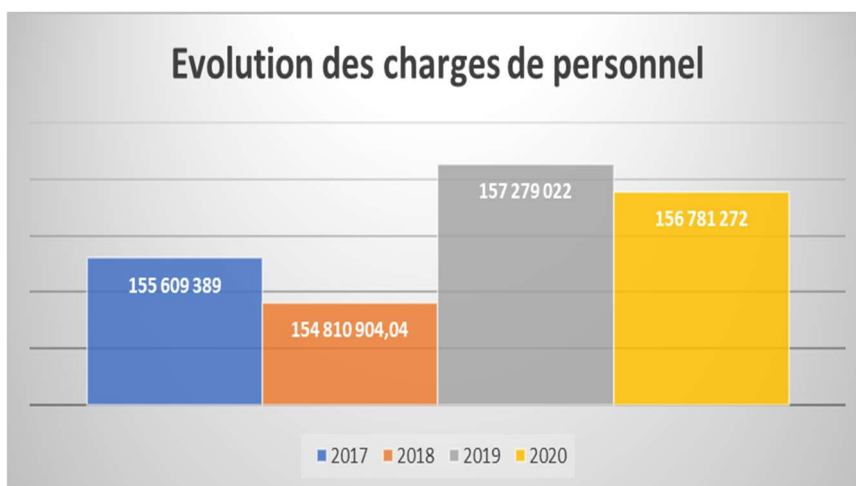
La création d'outils de suivi et de pilotage RH (masse salariale, effectifs),  
2022 sera aussi l'année permettant de mettre en place la seconde phase du Rifseep avec la mise en place de la partie facultative appelée Complément Indemnitaire Annuel. Des groupes de travail seront organisés lors du premier semestre 2022 à ce sujet.

Enfin, 2022 sera aussi une année de poursuite des dispositions contenues dans la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 qui prévoit notamment :

- La poursuite de l'élaboration des lignes directrices de gestion
- La création de dispositifs de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes
- L'élaboration d'un plan pluriannuel d'actions afin de renforcer l'égalité professionnelle

### 1) Evolutions des principales masses financières

Montant des charges de personnel de la collectivité territoriale constatées **au compte administratif** :



Rémunérations versées aux fonctionnaires et aux contractuels

	2017	2018	2019	2020	2021 (Prévisions)	2022 (Prévisions)
Rémunération annuelle brutes (hors charges)	97 098 570 €	97 227 917 €	97 966 622 €	97 889 267 €	97 882 421 €	100 773 310 €
Sont primes régime indemnitaire et prime de fin année)	16 117 860 €	16 267 172 €	16 323 732 €	16 668 241 €	15 926 062 €	18 360 000 €
Sont NBI	1 832 192 €	1 916 139 €	1 811 618 €	1 602 882 €	1 565 136 €	1 550 000 €

Détail des dépenses de personnel pour 2020 (hors assistants familiaux)

Rémunération annuelle brute	
Traitement de base	77 822 192 €
Supplément Familial de Traitement et Indemnité de Résidence	1 268 983 €
Participation à la complémentaire santé	261 222 €
Participation à la Prévoyance	265 747 €
NBI	1 602 882 €
Régime indemnitaire	16 668 241 €
<b>TOTAL</b>	<b>97 889 267 €</b>

Détail des dépenses de personnel prévisionnelles pour 2021 (hors assistants familiaux)

<b>Rémunération annuelle brute</b>	
Traitement de base	78 579 068 €
Supplément Familial de Traitement et Indemnité de Résidence	1 188 645 €
Participation à la complémentaire santé	307 750 €
Participation à la Prévoyance	315 760 €
NBI	1 565 136 €
Régime indemnitaire	15 926 062 €
<b>TOTAL</b>	<b>97 882 421 €</b>

Détail des dépenses de personnel prévisionnelles pour 2022 (hors assistants familiaux)

<b>Rémunération annuelle brute</b>	
Traitement de base	79 001 554 €
Supplément Familial de Traitement et Indemnité de Résidence	1 169 580 €
Participation à la complémentaire santé	338 525 €
Participation à la Prévoyance	353 651 €
NBI	1 550 000 €
Régime indemnitaire	18 360 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>100 773 310 €</b>

Il est important de noter que les prévisions pour 2022 font apparaître une nette augmentation de la rémunération. Cela s'explique par la mise en place du RIFSEEP instauré à compter du 01/02/2022 qui se traduit par un budget supplémentaire d'environ 2 400 000 € brut annuel auquel il faut ajouter un budget d'environ 335 000€ lié aux charges patronales afférentes.

Vision prospective des dépenses :

La masse salariale augmente suite aux évolutions naturelles (Glissement Vieillesse Technicité), et également aux orientations prises par la collectivité en matière de politique RH (poursuite du dispositif de la participation à la mutuelle complémentaire santé et à la prévoyance, mise en place du télétravail). L'objectif est cependant de maîtriser cette augmentation par une politique de recrutement et de remplacement plus rationnelle et encore plus rigoureuse.

La CRC, dans son rapport 2020, a noté que les effectifs ont diminué depuis 2014 notamment suite à l'occasion des départs à la retraite.

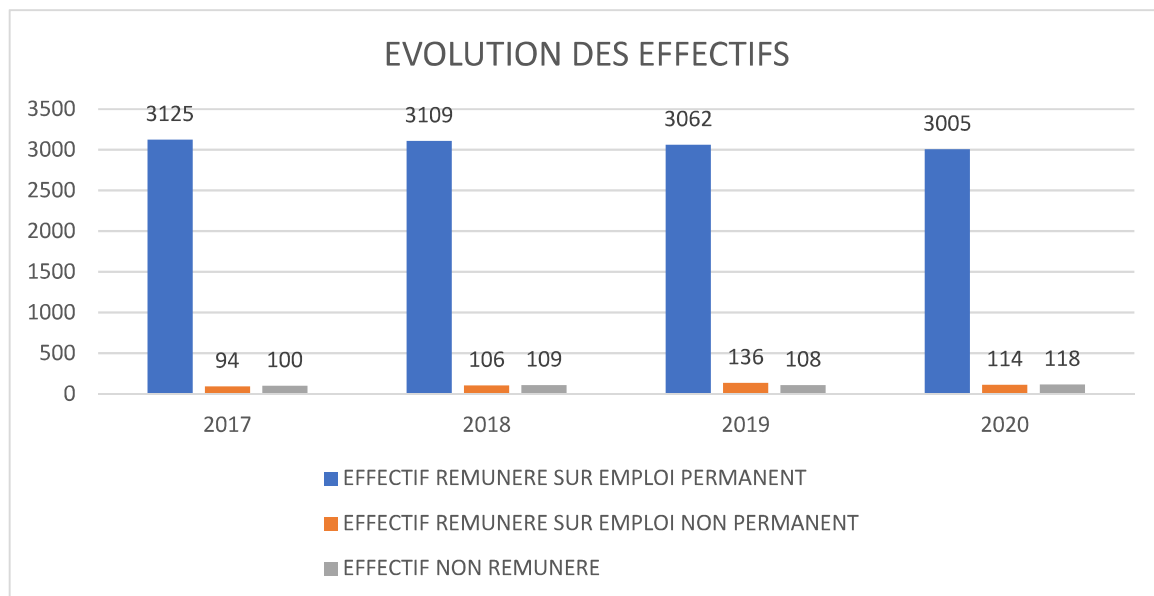
Les dépenses liées à la masse salariale ont été limitées au cours des trois dernières années ; la progression a été ralentie sans atteindre une diminution.

## 2) La structure de l'effectif au 31/12/2020

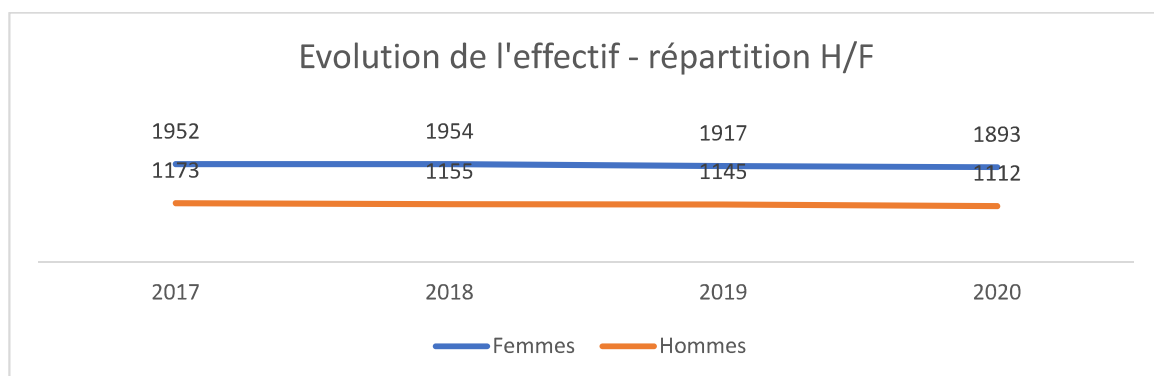
La structure des effectifs de la collectivité au 31/12/2020 est la suivante :  
(Données extraites du Rapport Social Unique 2020)

### Répartition globale de l'effectif rémunéré (hors assistants familiaux)

POPULATION	2016	2017	2018	2019	2020
FONCTIONNAIRES (titulaires et stagiaires) sur emploi permanent rémunérés au 31/12	2960	2947	2934	2921	2869
CONTRACTUELS sur emploi permanent rémunérés au 31/12	155	178	175	141	136
<b>EFFECTIF SUR EMPLOIS PERMANENTS</b>	<b>3115</b>	<b>3125</b>	<b>3109</b>	<b>3062</b>	<b>3005</b>
CONTRACTUELS sur emploi non permanent rémunérés au 31/12	161	94	106	136	114
<b>TOTAL EFFECTIF REMUNERE AU 31/12</b>	<b>3276</b>	<b>3219</b>	<b>3215</b>	<b>3198</b>	<b>3119</b>
AGENTS EN CONGE PARENTAL	8	6	5	4	7
AGENTS EN DISPONIBILITE (hors disponibilité d'office)	61	51	56	59	62
AGENTS EN CONGES SANS SOLDE	1	4	3	3	3
AGENTS DETACHES DANS UNE AUTRE STRUCTURE	29	33	39	36	39
AGENTS DE L'ETAT MIS A DISPOSITION AU CD30	7	6	6	6	7
<b>TOTAL EFFECTIF NON REMUNERE AU 31/12</b>	<b>106</b>	<b>100</b>	<b>109</b>	<b>108</b>	<b>118</b>
<b>TOTAL EFFECTIF AU 31/12</b>	<b>3382</b>	<b>3319</b>	<b>3324</b>	<b>3306</b>	<b>3237</b>

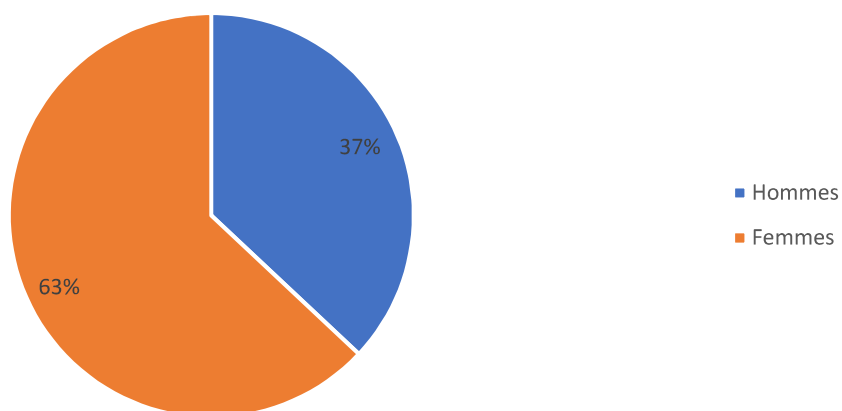


Répartition de l'effectif par sexe  
(Données extraites du Rapport Social Unique 2020)



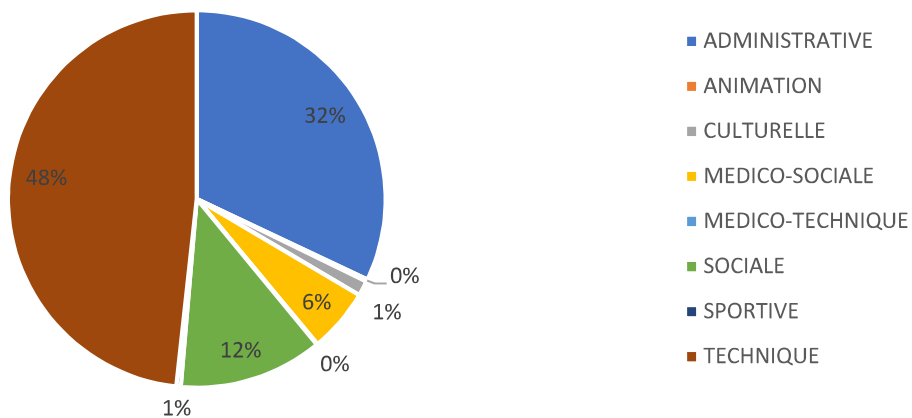


Effectif sur emploi permanent - répartition H/F



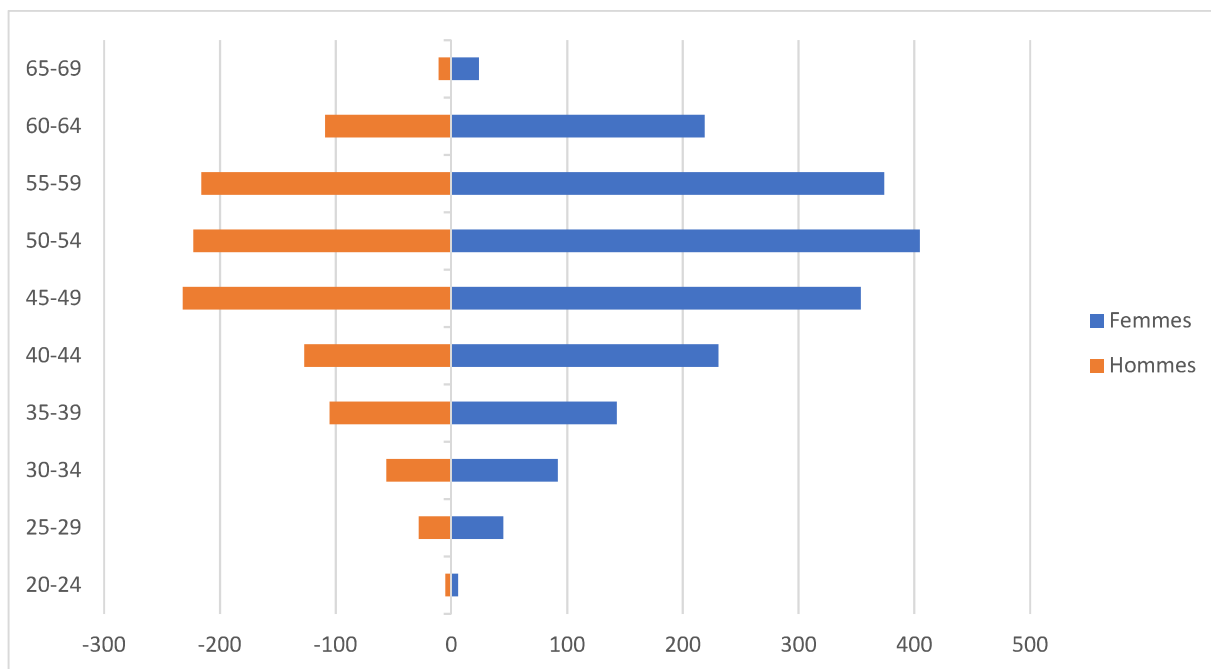
Répartition de l'effectif par filière  
(Données extraites du Rapport Social Unique 2020)

Effectif sur emploi permanent - répartition par filière



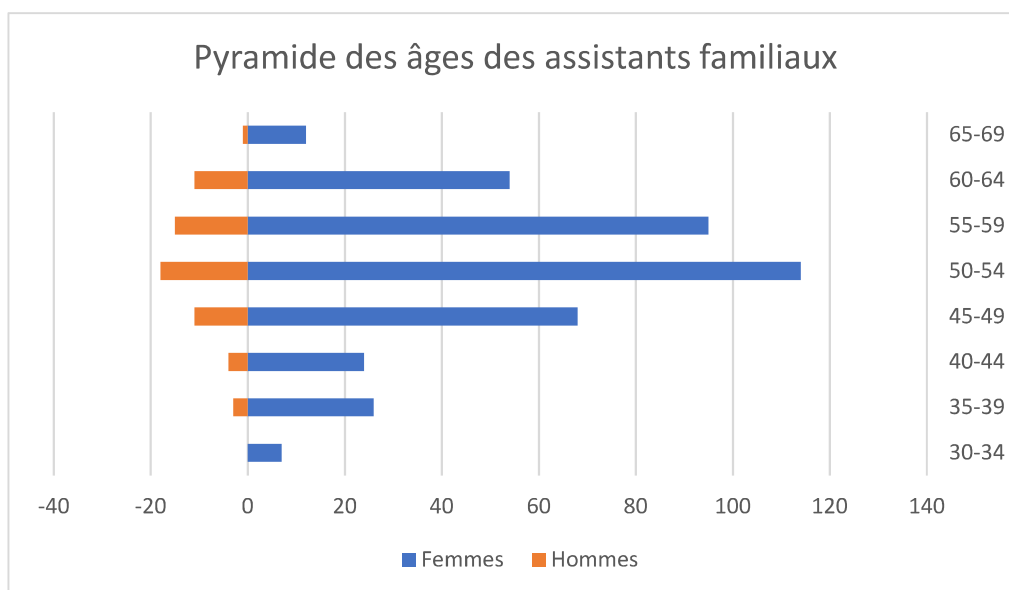
## Pyramide des âges au 31 décembre (Données extraites du Rapport Social Unique 2020)

Effectif sur emploi permanent



## Répartition globale des assistants familiaux (Données extraites du Rapport Social Unique 2020)

	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 69 ans	Total
Hommes	3	15	33	12	63
Femmes	33	92	209	66	400
<b>Total/âge</b>	<b>36</b>	<b>107</b>	<b>242</b>	<b>78</b>	<b>463</b>



Les contraintes budgétaires pesant sur toutes les collectivités nous conduisent à continuer de réinterroger d'une part, les modalités d'emploi (remplacement des départs en retraite et réinterrogation des profils des postes ouverts au recrutement) et, d'autre part, l'organisation de la collectivité sur les modes d'organisation et de gestion des services en vue de mutualisation et/ou d'optimisation.

### 3) La durée effective du travail

Le dispositif d'aménagement et de réduction du temps de travail en place dans la collectivité est fondé sur un temps de travail effectif de 1 607 h pour un ETP.

Le temps de travail est organisé sur la base de 40h hebdomadaires.

Les horaires de travail sont répartis comme suit :

	Plages mobiles	Plages fixes	Plages mobiles
Matin	7h45 – 8h30	8h30- 11h30	11h30- 14h
Après-midi	11h30- 14h	14h- 17h	17h-19h

Les agents bénéficient de 39 jours de congés et 13 jours de RTT, dont certains fixes.  
Le temps de travail des agents des collèges est annualisé selon le protocole d'intégration.

Il est à noter que depuis le 01/01/2020, l'octroi des ARTT se fait sur la base du temps effectif de présence des agents.

S'agissant du temps de travail existant au sein du Conseil départemental et eu égard au rapport de la CRC 2020, il ressort que le temps de travail est à rendre conforme avec une réduction du nombre de jours de congés et une augmentation du nombre d'ARTT. Cette mise en conformité est prévue pour 2022

## V. CONCLUSION

Après une année 2020 impactée par la crise sanitaire liée au Covid-19, et une année 2021 caractérisée par certaines recettes en hausse (notamment en ce qui concerne les DMTO) et un volume stable de ses dépenses liées au RSA, le Conseil départemental entend maintenir en 2022 ses efforts afin de poursuivre l'amélioration de sa situation financière.

Pour ce faire, le Conseil départemental devrait pouvoir compter sur l'évolution de certaines recettes portées par une croissance économique retrouvée (DMTO, TSCA, Taxe d'Aménagement, fraction de TVA compensant la perte de la part départementale de la taxe foncière), malgré une stabilisation des dotations et une diminution attendue de CVAE.

Dans ces conditions, le Conseil départemental sera en capacité de mener, dans le cadre de ce nouveau mandat, une politique nouvelle, ambitieuse mais responsable, répondant aux besoins de l'ensemble des citoyens gardois, selon 3 grands axes :

- Soutenir et accompagner tous ceux qui en ont besoin
- Protéger notre santé et notre qualité de vie
- Relier les personnes et les territoires

3 grands axes qui s'inscrivent au sein de 5 grands défis transversaux :

- La proximité des services départementaux
- La santé et le soin pour tous et partout
- La réussite de la transition écologique
- L'égalité femmes/hommes
- La démocratie locale

Par ailleurs, pour l'année 2022, le Conseil départemental va s'engager dans la refonte, l'actualisation ou la définition de schémas importants :

- Schéma des solidarités sociales
- Schéma des mobilités
- Schéma du tourisme, des loisirs et de l'attractivité
- Schéma de la lecture publique
- Schéma des pratiques artistiques

Et dans la réalisation de trois grands projets phares :

- Les maisons du Conseil départemental
- La mise en place d'un Conseil départemental des Jeunes
- La rénovation des locaux et des équipements du centre sportif de Méjannes-le-Clap

Tels sont les éléments portés au débat d'orientation budgétaire.